REPUBLIQUE DU BENIN
******
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
****
UNIVERSITE D'ABOMEY CALAVI
****

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION (FASEG)

******

MEMOIRE PRESENTE EN VUE DE L'OBTENTION DES CREDITS ASSOCIES AU DIPLOME DE LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCES ECONOMIQUES

****

Option : Economie

Filière : Economie et Finance des Collectivités Locales

THEME

Analyse de l'effet des recettes fiscales et non fiscales sur le développement local : Cas de la Commune de Grand-Popo

Réalisé par :

M. TEKPO Kuessi Bérénice & **M. LOKOSSOU Gratien Fabrice**

Sous la direction de :

MAITRE DE STAGE

Mme METAGNI Ablawa Yolande, Chef service des Ressources Financières et Matérielles (CSRFM) à la Mairie de Grand-Popo

MAITRE DE MEMOIRE

Dr. HOUNMENOU Bernard, Maître Assistant des Universités de CAMES, Enseignant chercheur à la FASEG

Soutenu sous la direction du jury

Président : Dr. HOUENINVO Hilaire

Membres : 1-SENOU Modeste

2-ADANGBEDJOU Julien

Année académique 2019-2020

AVERTISSEMENT

La Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université d'Abomey-Calavi n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DEDICACES I

Je dédie ce mémoire à :

Mon père **Antoine Y. TEKPO ;**

Ma mère **Patience D. HOUSSOU.**

TEKPO Kuessi Bérénice

DEDICACES II

Je dédie ce mémoire à :

Mon père **Cosme LOKOSSOU ;**

Ma mère **Hortense GBESSINOU**

LOKOSSOU Fabrice Gratien

REMERCIEMENTS

Nos remerciements s'adressent aux nombreuses personnes qui nous ont apporté d'aides et soutient tout au long de l'élaboration de ce mémoire.

Ces remerciements vont tous particulièrement à l'endroit de :

●Professeur Denis ACCLASSATO, Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion et à tout le corps enseignant de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion pour les efforts déployés pour notre formation.

●Docteur Bernard HOUNMENOU, enseignant à la FASEG, qui, malgré ses multiples occupations a accepté de diriger ce travail.

● Messieurs Julios O. DAÏRO, Fabrice DEGBEDJI et Rock D. VODA pour nous avoir apporté leurs assistances dans ce travail.

●Messieurs le Président et Honorables membres de jury pour avoir accepté de juger ce travail ; nous sommes persuadés que vos différentes remarques, critiques et suggestions seront prises en compter pour l'amélioration de la qualité de ce travail.

●Monsieur Jocelyn H. M. AHYI AYICOUE, Maire de la commune de Grand-Popo, pour avoir accepté notre demande de stage.

●Madame Yolande A. METANGNI, Chef service ressources financières et matérielles de la maire de Grand-Popo pour nous avoir accueilli et montré le nécessaire lors des stages ; et à tous les autres personnels de la mairie pour leurs différents soutiens.

●Nos frères et Sœurs pour leurs soutiens financiers, morals et matériels.

●En fin, à tous ceux qui, dans l'anonymat, nous ont soutenus pour la réalisation de ce mémoire. Trouvez ici l'expression de notre gratitude.

SIGLES ET ABREVIATIONS

CONAFIL : Commission Nationale des Finances Locales

DC : Développement Communal

DEL : Développement Economique Local

DGID : Direction Générale des Impôts et des Douanes

DI : Dépenses d'Investissement

FADEC : Fond d'Appui au Développement Communal

ODD : Objectif de Développement Durable

ONU : Organisation des Nations Unies

PDC : Plan de Développement Communal

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PSDCC : Projet des Services Déconcentrés Conduits par des Communautés

RF : Recette Fiscale

RNF : Recette non Fiscale

RP : Recettes Propres

SNDD : Stratégie Nationale de Développement Durable

SNV : Organisation Néerlandaise de développement

TDL : Taxe de Développement Local

UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la santé et la culture

LISTES DES TABLEUAX ET GRAPHES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Récapitulatif des effets attendus des variables explicatives 28
Tableau 2: Résultat du test de corrélation de Bravais-Pearson. 34
Tableau 3 : Résultats du test de stationnarité des variables. 36
Tableau 4 : Résultats du test de cointégration des variables. 36
Tableau 5 : Résultats des tests résiduels. 37
Tableau 6 : Résultat de l'estimation du MCE 37

LISTE DES GRAPHES

Graphe 1 : Evolution croisée des RNF, RF, DI de 2003 à 2019. 33
Graphe 2: Nuage des points des pentes des DI, RNF et RF 34

RESUME

La mise en œuvre de la décentralisation au Bénin depuis 2003, a responsabilisé les élus locaux sur la réalisation du développement à la base. Parmi les sources devant financer le développement local, nous avons les recettes fiscales et non fiscales. La présente étude vise à analyser l'effet des recettes fiscales et non fiscales sur le développement communal de Grand-Popo. Les données utilisées sont issues de la base de données de la Conafil. Ces données nous ont permis de faire une analyse de la corrélation linéaire et d'estimer un modèle à correction d'erreur. Des résultats obtenus après analyse des données nous retenons que, bien qu'il existe une très forte relation positive entre le développement local de Grand-Popo et les recettes fiscales et non fiscales, seul l'effet des recettes fiscales est positivement significatif sur le développement communal de Grand-Popo à court terme. La mise en place des stratégies efficaces de recouvrement des recettes fiscales impliquant tous les acteurs à court terme stimulera d'avantage le développement local de Grand-Popo.

Mots clé : Développement communal ; Recettes fiscales ; Recettes non fiscales.

ABSTRACT

The implementation of decentralization in Benin since 2003 has empowered local elected officials to achieve grassroots development. Among the sources to finance local development, we have tax and non-tax revenues. The present study aims to analyze the effect of tax and non-tax revenue on the municipal development of Grand-Popo. The data used come from the Conafil database. These data allowed us to perform linear correlation analysis and estimate an error correction model. From the results obtained after analyzing the data, we retain that, although there is a very strong positive relationship between the local development of Grand-Popo and tax and non-tax revenue, only the effect of tax revenue is positively significant on development. municipality of Grand-Popo in the short term. The establishment of effective tax revenue collection strategies involving all short-term the actors will further stimulate the local development of Grand-Popo.

Keywords : Communal development; Tax revenues ; Non-tax revenue.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE ..... **Erreur ! Signet non défini.**

CHAPITRE 1 : Présentation du cadre institutionnel de l'étude . **Erreur ! Signet non défini.**

SECTION 1 : Présentation générale de la Mairie de Grand-Popo. ..... **Erreur ! Signet non défini.**

SECTION 2 : Expérience de stage. ..... **Erreur ! Signet non défini.**

CHAPITRE 2 : Cadre théorique et méthodologique de l'étude. **Erreur ! Signet non défini.**

SECTION 1 : Cadre théorique de l'étude. ..... **Erreur ! Signet non défini.**

SECTION 2 : Cadre méthodologique de l'étude. ..... **Erreur ! Signet non défini.**

CHAPITRE 3 : Présentation et analyse des résultats ; validation des hypothèses et suggestions. ..... **Erreur ! Signet non défini.**

SECTION 1 : Présentation et analyse des résultats de l'étude. .. **Erreur ! Signet non défini.**

SECTION 2 : Validation des Hypothèses et suggestions. ..... **Erreur ! Signet non défini.**

CONCLUSION GENERALE ..... **Erreur ! Signet non défini.**

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES ..... **Erreur ! Signet non défini.**

INTRODUCTION GENERALE

Les objectifs de développement durable (ODD) hérités depuis la conférence des nations unies sur le développement durable (DD) ont responsabilisé les États sur la définition des stratégies nationales de développement durable (SNDD) (ONU-Brundtland, 1987). La conférence des forces vives de la nation au Bénin vient renforcer ces orientations du DD en adoptant à son lendemain en 1990, la décentralisation comme un facteur de l'atteinte des ODD (Biadja, 2004). La décentralisation a souvent pour objectif la mobilisation de ressources supplémentaires sur un territoire. La mobilisation de ressources locales propres joue donc un rôle essentiel pour une politique de décentralisation visant un renforcement de l'espace budgétaire des pays en développement (Chambas et al. 2007). Hounmenou (2017) dans sa revue d'économie théorique et appliquée va même citer que la décentralisation apparaît comme un outil efficace de réorganisation du gouvernement en vue de la prestation de services publics à l'ère de « l'Etat post-providence » (Bennett, 1990 ; Wikdasin, 1997). La mise en œuvre de la décentralisation en République du Bénin en février 2003, a fait des communes des entités politiques et stratégiques de la réalisation et de la promotion du développement à la base. Conformément aux prescriptions de la loi n°97-029 du 15 Janvier 1999 portant "organisation des communes en République du Bénin" en son article 1, il est prescrit que "la commune est une collectivité territoriale dotée de la personnalité juridique et l'autonomie financière. Par ailleurs, la commune constitue le cadre institutionnel pour l'exercice de la démocratie à la base (article 2 de la même loi). Au regard de cette disposition, le conseil ou moins par son exécutif administre la population locale et lui offre à travers des actions de développement, un environnement socio-économique amélioré. À cet effet, le conseil communal se dote d'un plan de développement pour mieux accomplir ses actions de développement (Article 84 de la même loi). Messan (2014) souligne que cet objectif de développement ne peut être atteint que sur la base d'un système de planification stratégique d'actions, de mobilisation et de gestion des ressources locales visant l'organisation et la mise à disposition au profit des populations locales des services de base de qualité nécessaires à l'amélioration de leurs conditions de vie et d'existence. Le problème majeur qui se pose aux Etats qui ont opté pour la décentralisation, notamment le Bénin, est sans aucun doute, celui du financement du développement des collectivités locales (Ametonou, 2002). C'est ce que la loi n°98-007 du 15 Janvier 1999 portant "régime financier des communes en République du Bénin" reprend en son chapitre II, 1ere section en précisant les sources de financement des

communes béninoises et le contenu budgétaire. Parmi les ressources dont disposent les communes, nous distinguons les ressources internes de financement encore appelées recettes propres de la commune. Elles constituent celles sur lesquelles la commune par son administration dispose d'une certaines manœuvres à travers la définition et la mise en place de stratégies propres de mobilisation. Ces ressources comprennent entre autres : les recettes fiscales (RF) et les recettes non fiscales (RNF). Ces recettes sont les composantes fiscales des communes. Les études comme celle de Kpocheme (2005) intitulée: Incidence de la fiscalité sur la croissance au Bénin, nous montre que la croissance économique au Bénin dépend de la fiscalité. Cette dépendance se repose plus sur la nature de la fiscalité (Easterly et Rebelo, 1993). Les RNF influencent mieux la croissance économique au Bénin que les RF (Darate, 2014). Certes, seule la croissance économique ne renseigne pas sur le développement. A partir des années 1970, le concept de développement a pris d'autres formes. Il s'agit dès lors du développement intégré qui prend en compte l'aspect social, économique, culturel et environnemental des populations dans un espace géographique défini (Fanou, 2016). Analyser cette relation d'influence entre les composantes fiscales et le développement communal de Grand-Popo dans l'actuel contexte de la décentralisation reste notre curiosité. En effet, depuis 2003 la mise en œuvre de la décentralisation jusqu'en 2020, aurait laissé un impact positif sur le développement local si les élus accomplissent leurs responsabilités qui signifient la mobilisation des ressources internes pour contribuer aux financements du développement local durable. Au Bénin, la commune de Grand-Popo est une parmi tant d'autres qui n'échappe point à ces réalités. Une analyse comparative des ratios financiers des recettes sur 17 ans montre que de 2003 en 2019 dans les RP mobilisées dans cette commune, les RNF représentent 63,2% alors que le poids des RF est de 36,8% (Les auteurs à partir de la base de données). Les RF et RNF étant donc les composantes des RP des communes, par le biais de notre sujet de recherche intitulé "Analyse de l'effet des recettes fiscales et non fiscales sur le développement local : cas de la commune Grand-Popo", nous prenons comme tâche le long de l'étude, à analyser l'effet qu'entrainent les RF et RNF sur le développement communal de Grand-Popo. Cette analyse couvre la période d'exercice de 2003 en 2019.

La présente étude porte sur trois grandes parties. La première concerne le cadre institutionnel de l'étude ; la deuxième décrit le cadre théorique et méthodologique de l'étude et la dernière aborde l'analyse des résultats et suggestions.

CHAPITRE 1 : Présentation du cadre institutionnel de l'étude

Afin de mieux approfondir nos connaissances et rédiger notre mémoire, nous avons jugé favorable d'effectuer un stage à la mairie de Grand-Popo suite à l'autorisation de la FASEG de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC). Nous tenons donc à présenter généralement cette structure et exposer les expériences acquises en stage.

SECTION 1 : Présentation générale de la Mairie de Grand-Popo.

Cette présentation aborde en premier la situation, l'historique et la mission de la mairie de Grand-Popo puis en second l'organisation et le fonctionnement de celle-ci.

Paragraphe 1 : Situation, historique et mission de la mairie de Grand-Popo.

1.1. Situation de la mairie de Grand-Popo**.**

● **Au plan socio-géographique.**

La mairie est le chef-lieu de la Commune de Grand-Popo et elle s'étend sur une superficie de 289 km², soit 7,2 % de l'ensemble du département du Mono pour une densité moyenne de population d'environ 140 habitants / km². Elle compte sept (07) arrondissements (Adjaha, Agoué, Avlo, Djanglanmè, Gbéhoué, Grand-Popo et Sazué) et 60 villages.

Elle est traversée par la route inter-Etats n° 1 Cotonou-Lomé qui est bitumée et en bon état ainsi que par des routes régionales d'une distance totale d'environ 35 Km. La distance entre Grand-Popo, le chef-lieu de commune, et Lokossa, le chef-lieu du Département est de 57 km ; la distance entre Grand-Popo et Cotonou est de 85 km. La côte est formée d'un cordon littoral sablonneux ; on y trouve une végétation de Cocos nucifera (cocotiers) ; le plateau continental terminal (Adjaha, Gbéhoué) qui recouvre des formations fines, sableuses ou sablo-argileuses souvent ferrugineuses. La végétation où se rencontre la savane arborée à Elaeis guineensis (palmier à huile) est dense ; les zones marécageuses ou zones de bas-fonds et les zones inondables qui couvrent la plus grande partie des terres (Est d'Adjaha au nord-est jusqu'au chenal de Aho, estuaire du lac Ahémé). On y trouve des sols alluvionnaires et hydromorphes qui donnent naissance à une végétation dominée par une formation herbacée, des espèces lacustres plus ou moins denses. La Commune de Grand-Popo fait partie d'un ensemble marqué par un climat subéquatorial de type Guinéen

avec quatre saisons plus ou moins marquées (une grande saison pluvieuse et une petite saison sèche, une petite saison pluvieuse et une grande saison sèche).

La Commune de Grand-Popo est relativement bien arrosée par les pluies dont la hauteur annuelle moyenne était d'environ 930,5 mm avec des minima à 418,3 mm et des maxima à 1 303,9 mm dans les années 90. Elle dispose d'un réseau hydrographique important composé de : un fleuve Mono ; plusieurs affluents et d'effluents dont le Sazué (le plus important) ; la lagune de Grand-Popo d'une longueur de 15 km et qui débouche sur le chenal de l'Aho ; la lagune Gbaga qui sert de couloir entre le fleuve Mono et le lac Aného au Togo; et de l'océan atlantique.

La Commune de Grand-Popo a des relations fortes avec les communes de Comè et d'Ouidah. Ces relations se caractérisent par des mouvements pendulaires entre les trois communes. Au travers de la route de l'eau (constituée de l'ensemble : lagune côtière, chenal Aho et les Bouches du Roy), la Commune de Grand-Popo entretient des relations avec les communes de Kpomassè, Abomey-Calavi, Ouidah et de Comé. La Commune de Grand-Popo est la commune d'accueil du transit entre le Bénin et le Togo sur l'axe Cotonou-Lomé, avec notamment les activités douanières. Elle est aussi l'un des pôles touristiques et de détente majeurs du Bénin avec notamment la lagune de Grand-Popo et le site de la Bouche du Roy.

Selon le RGPH4, la population de la Commune de Grand Popo en 2013 est estimée à 57 636 habitants dont 78% sont ruraux avec 28 237 hommes (49%) et 29 399 femmes (51%). Grand Popo contribue ainsi pour environ 11% à la population du nouveau département du Mono. Le taux de croissance moyen de la population entre 2002 et 2013 est de 2,00%. Ce taux relativement faible peut s'expliquer par l'importance des mouvements migratoires en défaveur de Grand Popo. Les arrondissements d'Agoué (24%) et de Grand-Popo (21%) sont les plus peuplés et totalisent à eux deux 45% de la population totale de la commune. Les arrondissements les moins peuplés sont Avlo (8%) et Sazué (8%). La population de Grand-Popo est majoritairement jeune : 45% est âgée de 0-14 ans et 17,6% âgée de 6-11 ans. La population active (15-59 ans) représente 47,6% de la population.

- **Au plan environnemental**

La commune de Grand-Popo offre à la vue une réelle esthétique environnementale sauvage et naturelle. Elle dispose d'un cadre naturel caractérisé par un important plan d'eau, une lagune, de vastes plaines et zones marécageuses, une importante et splendide façade

littorale (30 à 45 km de Docloboé à Hilla-Condji). Son caractère rural avec des modes de production et de consommation limités réduit les sources de pollution de l'air, à l'exception d'Hilla-Condji zone de contact. Cependant, il existe des situations à risques au plan de la qualité du milieu, du cadre de vie et de production.

● **Au plan économique**

L'agriculture occupe une large place dans le système de production locale. La pêche demeure malgré le déclin, une activité principale. Le maraîchage, l'élevage, la pisciculture connaissent un essor réel. Grand-Popo est deuxième producteur national d'oignon. Les unions de producteurs y sont actives. Il n'existe pas d'industrie. La petite industrie traditionnelle porte sur la transformation du manioc, la fabrication d'huile de palme et de coco et constitue une importante source de revenu pour de nombreuses familles. Ces produits sont vendus sur les marchés de Memlenda, Adjaha, Djoda, Laintan, Djanglanmè, Comè et Dantokpa. D'autres produits vivriers, maraîchers et de pêche alimentent les marchés du Bénin, du Togo et du Nigéria. Les ressources naturelles, la végétation variée et abondante, les attraits touristiques demeurent un capital économique à organiser et à exploiter.

1.2. Historique de la mairie de Grand-Popo.

Nous présentons avant les missions de la mairie, la genèse de cette structure.

En 1987, dans le rapport Notre avenir à tous, rendu par la Commission mondiale pour l'environnement et le développement sous la demande de l'ONU et présidée par Gro Harlem Brundtland, les ODD hérités depuis la conférence des nations unies sur le développement durable ont responsabilisé les États sur la définition des SNDD (Brundtland, 1987). Sur le thème intitulé "Décentralisation et coopération décentralisée au Bénin: Vers la légitimation des espaces publics locaux pour le développement des collectivités locales", le juriste du droit public Biadja (2004) nous précise que la conférence des forces vives de la nation au Bénin vient renforcer ces orientations du développement durable en adoptant à son lendemain en 1990, la décentralisation comme un facteur de l'atteinte des ODD. La constitution du 11 Décembre 1990 modifiée par loi n° 2019-40 (portant révision de la constitution en République du Bénin) qui s'en est suivie sanctionne la nécessité et l'urgence de créer des collectivités locales décentralisées avec comme rôle majeur de donner une imputation au DC (Article 150 et suivant de cette loi). Depuis la mise en place des premiers conseils communaux et municipaux au Bénin en février 2003, l'exercice de la démocratie à la base à travers la décentralisation est devenu

une réalité. La décentralisation est en effet, le transfert de Compétences de l'Etat central à des collectivités locales. Ainsi, on ne peut parler d'une décentralisation au niveau local sans la bonne gouvernance. Cette bonne gouvernance exige une administration locale performante, attachée aux principes de rigueur, de transparence, de probité et d'honnêteté dans l'exécution des tâches relevant de ses compétences. C'est ce que la loi n°97-028 du 15 janvier 1999 portant organisation de l'administration territoriale en République du Bénin précise en son article 1 en ces termes : l'administration territoriale est assurée par les autorités et services déconcentrés de l'Etat et par les collectivités territoriales décentralisées dans les conditions fixées par la présente loi. Par ailleurs, le Bénin est désormais découpé en 12 départements divisés à leurs tour en 77 communes (art 4 et suivant de la dite loi). Le chef-lieu de la commune est la mairie qui est l'administration locale. Cette administration est dirigée par les représentants des populations locales avec l'appui des services compétents. A Grand-Popo, ces dispositions s'observent rigoureusement (Messan, 2014) (voir paragraphe 2).

1.3. Mission de la mairie de Grand-Popo.

Dans le contexte de la décentralisation au Bénin, la mairie entant qu'administration locale est appelée à jouer un rôle actif de maîtrise d'ouvrage dans la mise en place des services collectifs sur son territoire. Au terme des dispositions de la loi n°97-029 de 15 janvier 1999 portant organisation des communes en République du Bénin, il est assigné à l'institution communale le partage avec l'Etat, des compétences dans le domaine de la production des biens et services locaux. Ces compétences peuvent être réparties en (06) catégories à savoir : développement local, aménagement de l'habitat et urbanisme ; infrastructures, équipement et transport ; environnement, hygiène et salubrité ; enseignement primaire et maternel ; santé, action sociale et culturelle ainsi que les services marchands et investissements économiques. Entant que représentant de la population et membre de l'administration locale, c'est en particulier sur les élus locaux que reposent les initiatives en matière de fourniture de services collectifs dans l'espace communal. Pour une recherche de cohérence entre l'offre et la demande de ces services, la mairie est toutefois appelée à prendre en considération les aspirations de ses populations dans le domaine notamment à travers des mécanismes de concertation (Article 1 et suivant de la loi n°97-029). Au-delà des initiatives en matière de mise en place de services collectifs, la mairie assure le financement de celle-ci à travers la budgétisation et la mobilisation des ressources mises à sa disposition (Loi n°98-007 du 15 janvier 1999 portant régime financier des communes en

République du Bénin). Le PDC est la feuille de route qui retrace sur cinq (05) ans l'ensemble des ambitions des acteurs du processus du DC (Article 84 de la même loi). Messan (2014) affirme que dans la commune de Grand-Popo, le DC est considéré comme celui opéré à partir de la prise en compte des besoins des différents acteurs de l'économie locale.

Suite à la situation, l'historique et la mission de la mairie de Grand-Popo, il importe de présenter comment cette structure est organisée et fonctionne.

Paragraphe 2 : Organisation et fonctionnement de la mairie de Grand- Popo.

2.1. Organisation de la mairie de Grand-Popo.

La commune de Grand-Popo a un conseil communal dirigé par le Maire, Ahyi Jocelyn H. M. Ayicoué. Il est suppléé par deux adjoints. Les sept arrondissements (Adjaha, Agoué, Avlo, Djanglanmè, Gbéhoué, Grand-Popo et Sazué) sont dirigés par des Chefs d'arrondissements et les soixante villages ou quartiers de villes ont également un chef chacun.

La mairie est organisée en services et divisions. Parmi les services de la mairie, certains sont directement liés au Maire et d'autres sont coordonnés par le Secrétaire Général. Les services directement rattachés au Maire sont le Secrétariat Particulier, le Service du Contrôle Interne et le Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics. Ces services sont complétés par le Cabinet du Maire qui est composé d'un Chef Cabinet et d'un Chargé de Mission.

Les services coordonnés par le Secrétaire Général de la Mairie sont : le Service du Développement Local et de la Planification; le Service Technique; le Service des Ressources Financières et Matériel; le Service du Tourisme et de la Coopération Décentralisée; le Service des Affaires Générales; le Service de l'Information, de la Communication, des Archives et de la Documentation; le Service de Radio et Transmission; le Service des Affaires Foncières et du Registre Urbain; le Service de l'Etat-Civil et Population; le Service de l'Eau, Hygiène, Assainissement, Voirie et Environnement. (Voir annexe n°1).

Afin d'atteindre les objectifs de la décentralisation mise en œuvre avec l'avènement des communes, l'Etat central a des entités au niveau de la commune désignées par Services Déconcentrés. A Grand-Popo, on a: une Recette-Perception; une Recette Auxiliaire des Impôts; une Circonscription Scolaire; une Base Navale; un Commissariat de ville à Grand-

Popo ; un commissariat Spécial à Hilla-Condji (frontière); deux (2) Brigades de Gendarmerie; une Recette des douances; un Centre Communal de Santé; un Centre de Promotion Sociale et en fin un Secteur Communal de Développement Agricole. (Voir annexe n°1).

2.2. Fonctionnement de la mairie de Grand-Popo.

Ce stage à la Mairie de Grand-Popo et précisément dans le service ressources matérielles et financières (S/RMF) a été une véritable opportunité pour acquérir des compétences organisationnelles et pratiques dans le contexte de la décentralisation. Ainsi durant ce stage, une méthode de travail a permis d'obtenir des résultats suite à l'analyse des données ou informations recueillies lors des entretiens réalisés et des travaux pratiques.

La semaine d'immersion a permis de connaître les différents services qui interviennent dans l'administration communale et leurs missions. Ceci se présente comme suit:

●Le Service du Développement Local et de la Planification: Ce service est chargé d'élaborer, suivre, évaluer et actualiser les différents documents de planification du développement local de la commune (SDAC, PDC, PDES, PAD, PTA, …), définir et mettre en œuvre la stratégie de développement communautaire; coordonner les actions de mise en œuvre du plan de développement communal (PDC) etc. …

●Le Service Technique: Ce service est chargé de superviser les activités liées à l'érection et la maintenance des infrastructures et équipements; superviser et piloter les études; mettre au point la stratégie municipale pour la maintenance des infrastructures et équipements publics; assurer les fonctions liées à la maîtrise d'ouvrage des travaux et de suivre leurs prestations etc ….

●Le Service des Ressources Financières et Matériels: Ce service est chargé de gérer et suivre l'ensemble des ressources permettant de faire face aux missions de la commune; définir, analyser et mettre en œuvre la politique de gestion financière; proposer une stratégie de développement et de mobilisation des ressources et de maîtrise des coûts; réguler les recettes et les dépenses; soumettre au maire un projet de budget annuel avant le 15 novembre de chaque année, suivre les ressources communales; prodiguer les conseils au maire sur les choix budgétaires; participer à la préparation et suivre l'exécution du budget; veiller au respect des prescriptions budgétaires; élaborer l'avant-projet du compte administratif en fin d'année; etc…

●Le Service du Tourisme et de la Coopération Décentralisée: Ce service est chargé d'élaborer et de mettre en œuvre la stratégie communale en matière de tourisme;

promouvoir la coopération décentralisée dans la commune par la recherche et le développement de partenariats; contribuer au développement des activités de coopération décentralisée; suivre toutes les actions d'intercommunalité et du jumelage; etc…

●Le Service des Affaires Générales: Ce service est chargé de gérer les ressources humaines mobilisées pour l'animation de l'administration communale; gérer les archives et la documentation; concevoir et mettre en œuvre le plan communal d'éducation, de la culture, de la jeunesse et des affaires sociales.

●Le Service de l'Information, de la Communication, des Archives et de la Documentation :Ce service est chargé de gérer, classer, archiver et conserver les documents de la commune; créer une banque d'informations sur la commune et ses partenaires; coordonner les activités de communication du maire; établir et d'entretenir les relations entre le maire et les médias; participer à l'organisation des activités et cérémonies impliquant le maire et d'autres élus; organiser l'accueil des visiteurs de marque du maire; rédiger et de diffuser les informations sur les activités de la mairie, ainsi que les communiqués de presse y afférents.

●Le Service de Radio et Transmission: Ce service est chargé de transmettre et de recevoir les messages radio; de recevoir, de déchiffrer et transmettre des messages codés; protéger les fréquences et indicateurs d'appels établis; etc…

●Le Service des Affaires Foncières et du Registre Urbain: Ce service est chargé de définir, proposer et mettre en œuvre la politique d'aménagement urbain sur la base de la vision communale ainsi que les limitations financières et techniques; réaliser la programmation de l'espace urbain; conserver et gérer le patrimoine foncier; suivre les opérations de lotissement; gérer les transactions foncières etc. …

●Le Service de l'Etat-Civil et Population: Ce service est chargé d'assister le maire et les chefs d'arrondissement dans leur mission d'officier d'état civil et de la carte d'identité et de la certification; concevoir et mettre en œuvre la stratégie d'offre des services à la population; participer à la rédaction du rapport mensuel, trimestriel et annuel d'activités du service.

●Le Service de l'Eau, Hygiène, Assainissement, Voirie et Environnement: Ce service est chargé de développer le respect des règles d'hygiène; assurer la fourniture et la distribution de l'eau potable; la mise en place, le nettoyage et la maintenance du domaine public; assurer l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal d'actions environnementales.

●Secrétariat des Marchés Publics (SMP): Ce service est chargé des procédures de passations des marchés publics (travaux; fournitures et services et prestations…) de la commune.

La suite du stage après l'immersion dans les différents services, s'est déroulée dans le Service des Ressource Financières et Matérielles (SRFM). Un lot de documents a été mis à la disposition du stagiaire pour s'informer sur les missions et les différentes tâches du service. Le SRFM vise à offrir un service de qualité en matière financière en amenant les acteurs de la chaîne de dépense à connaître, internaliser et observer les règles qui gouvernent l'utilisation des finances publiques. Pour cela, le SRFM est chargé particulièrement de :

-Participer à l'élaboration et à l'exécution du budget de la commune;

-Préparer les états financiers;

-Gérer les comptes;

-Gérer les matérielles et en assurer la maintenance;

-Elaborer les rapports mensuels, trimestriels et annuels d'activités du service.

Dans cet environnement, nous avons effectué le stage et il contient d'en exposer les compétences acquises lors de notre séjour.

SECTION 2 : Expérience de stage.

Ici, nous présentons les différentes activités menées durant le stage ainsi que les difficultés rencontrées sans oublier nos constats à la mairie de Grand-Popo.

Paragraphe 1 : Activités menées et difficultés rencontrées à la mairie de Grand-Popo.

Notre stage à la mairie de Grand-Popo s'est déroulé durant une période de quatre (04) mois précisément dans le service ressources financières et matérielles (SRFM). Notre passage nous a permis de prendre par les activités ci-après:

1.1. Activités menées à la mairie de Grand-Popo.

Le stage a commencé au sein du service des ressources financières et matérielles (SRFM). Ce service nous a permis de découvrir et d'apprendre. Sous la supervision du chef service, les activités se sont déroulées dans une ambiance fraternelle. Les différentes tâches effectuées sont décrites comme suit:

- Suivi à la gare routière de Hilla-condji et sur les sites de recouvrement dans l'arrondissement d'Agoué;
- Réception des courriers arrivées (factures, attestations fiscale, notification de retour de mandat de paiement etc…). Après on procède à leur déchargement dans le registre courrier arrivée. Ces courriers font l'objet d'établissement du mandat pour le paiement des prestations effectuées;
- Recensement des occupants du domaine publics précisément dans les arrondissements de Grand-Popo et d'Agoué;
- Participation à des séances d'orientations sur: les techniques de mobilisation des ressources propres de la commune sous la direction de la GIZ et la CONAFIL; la déontologie administrative et du cadrage des opérations financières sous la direction de l'SP-CONAFIL, du Directeur des affaires financières (DAF) et du Délégué du contrôle financier (DCF);
- Cachette des bordereaux de livraison, des mandats de payement, des fiches d'engagement de dépenses, des ordres de payement et les arrêtés. Les factures font l'objet de certification (cachet ordonnateur suivi de son nom) et celui du (C/SRFM suivi de son nom). Après être cachetés, ils sont disposés dans les parapheurs, le chef service paraphe et signe; ils sont envoyés à la signature du Maire après être paraphé par le Secrétaire Général. Après réception, ces mandats font l'objet d'un dépouillement, d'où les doubles sont laissés dans le service et les restes font l'objet de transmission dans le cahier de transmission pour être envoyé au Trésor pour paiement; ce cahier est suivi d'un disque dur dans lequel sont copiés des données financières traitées, ce qui permet de suivre avec le trésor l'exécution concordante du budget;
- Tenue du registre des dépenses engagées;
- Transmission des mandats au Receveur Percepteur de la commune;
- Faire la photocopie et la numérisation des pièces.

1.2. Difficultés rencontrées durant le stage.

L'exécution de toutes ces tâches n'a pas été sans difficultés. A des moments donnés, nous avons éprouvé des peines qu'on pourrait ainsi noter:

- Le constat du disfonctionnement de certains sites de recouvrement suite à la succession politique;
- L'évasion fiscale sur la gare routière de Hilla-condji;

- Le manque de personnel au regard de l'immensité des tâches quotidiennes du service;
- Des coupures électriques de temps en temps lorsque le crédit finit dans le compteur;
- Absence de photocopieur, ce qui nous oblige à faire numériser les documents avant de les imprimer, plutôt que de les photocopier;
- La pénurie cyclique de papiers A4 et des consommables informatiques vue que les fournitures de bureau n'avaient pas été acquises.

Notre passage à la mairie a suscité quelques remarques que nous allons exposer.

Paragraphe 2 : Constat à la mairie de Grand-Popo.

Nous présentons ici l'analyse interne et externe de la mairie et notre apport à la mairie de Grand-Popo.

2.1. Analyse interne et externe de la mairie.

L'analyse interne concerne les forces faiblesses et celle externe se porte sur les opportunités et menaces de la mairie qui nous ont permis d'identifier des problèmes à résoudre et auxquels nous allons apporter des solutions.

❖ FORCES

Comme forces de la mairie de Grand-Popo nous avons: une autonomie budgétaire; un classement régulier des pièces comptables; une ambiance du travail détendue et conviviale; le personnel relativement jeune et dynamique; une gestion comptable informatisée; et l'existence d'une cohésion sociale remarquable au sein du personnel.

❖ FAIBLESSES

Après ces forces identifiées à la mairie de Grand-Popo, nous avons relevé quelques insuffisances telles que: l'instabilité quelque fois de la connexion internet, ce qui empêche le bon fonctionnement du traitement informatique des données comptables; manque de bureautique qui ralentit le bon traitement des données; manque de personnel; mauvais état des appareils électronique; absence d'un logiciel adapté à la gestion des immobilisations et le manque de local de stockage des immobilisations mises hors usage.

❖ Opportunités

Nous constatons que la commune de Grand-Popo dispose d'une potentialité géographique et économique lui permettant d'avoir un niveau de développement considérable. Elle dispose également de plusieurs partenaires au développement.

❖ Menaces

Il s'agit de l'érosion côtière et les inondations accrues au cours de ces dernières décennies. Nous notons également des difficultés liées à la mobilisation des ressources dans la commune à divers endroits.

2.2. Apports à la mairie de Grand-Popo.

Le passage à la mairie de Grand-Popo plus précisément au service financier a permis au chef (SRFM) de se décharger de certaines tâches qui nous sont en retour confiées comme se déplacer parfois pour aller transmettre les mandats de payement à la Recette Perception, le scannage des documents, la saisie et la photocopies des documents budgétaires. Par ailleurs, les tâches de suivi à la gare routière et sur certains sites de mobilisation des ressources puis de synthèse de certaines données administratives utiles pour le bilan de l'exécution des activités à la mairie nous ont été confiées.

En fin ce premier chapitre nous a permis de présenter le cadre institutionnel de notre étude. Nous envisageons donc exposer le cadre théorique et méthodologique de l'étude.

CHAPITRE 2 : Cadre théorique et méthodologique de l'étude.

Dans ce deuxième chapitre, nous présentons une première section sur le cadre théorique de l'étude qui regroupe la problématique, les objectifs, les hypothèses et la revue de littérature. Une seconde section portée sur le cadre méthodologique boucle le chapitre à travers les modèles de référence et leurs spécifications, les techniques d'analyse et les données avec leurs caractéristiques.

SECTION 1 : Cadre théorique de l'étude.

Paragraphe 1 : Problématique, objectifs et les hypothèses de l'étude.

1.1. Problématique de l'étude.

Le développement local passe par l'investissement des valeurs potentielles du territoire concerné. En effet, dans sa théorie de développement local, Friedman (1950) a postulé que : la décentralisation favoriserait le DC à travers l'investissement local des ressources endogènes dans une approche participative. Au Bénin, c'est ce que l'État et le législateur par le processus de la décentralisation favorisent, en dotant nos différentes collectivités locales de personnalité juridique devant assurer l'administration territoriale et de l'autonomie financière qui permet de collecter les impôts et les taxes pour prendre en charge leurs propres affaires (Art 1 et suivant de la loi n° 97-029 du 15/01/1999, portant organisation des communes en République du Bénin). Malgré la décentralisation financière, les autorités locales sont davantage interpellées au vue de l'indisponibilité des ressources locales pouvant financer les actions de DC planifiées. Et on assiste souvent dans le cadre du recouvrement des recettes propres à certains niveaux à des conflits entre autorités communales et les acteurs civiles ou citoyens. C'est ce que les économistes Engen et Skinner (1996) cité par Darate (2014) expliquent en ces termes << La complexité du régime fiscal sur le commerce extérieur peut amener les agents à voir la nature de leurs produits pour bénéficier du régime fiscal le plus favorable. Cette complexité est donc source de fraudes, de confusions et d'inefficacité du mécanisme de recouvrement des composantes fiscales >>. Par ailleurs, une analyse du mouvement de l'évolution des RP de la commune de Grand-Popo de 2014 en 2018, montre qu'entre 2013 et 2018, le taux d'accroissement moyen des RP est de 8,6% (Compte Administratif 2018 ; Mairie Grand-Popo). L'écart négatif enregistré en 2015 (-12%) et (-19%) en 2018 des RP, se justifie par les difficultés liées à la mobilisation de la TDL pour le compte des RP et en particulier

celles liées à la mobilisation des taxes de stationnement sur certains véhicules (Taxi, gros porteurs) pour le compte des RNF (Compte Administratif, bordereaux de développement 2018, Mairie de Grand-Popo). La mobilisation des ressources financières internes pose la problématique importante de leur gestion transparente par les responsables communaux (SNV-Benin, 2006). En effet, selon Chambas et al. (2007), l'accès à une meilleure information ou une grande transparence de l'utilisation des recettes collectées devrait favoriser la mobilisation des recettes propres aux collectivités décentralisées. Selon eux, la prise de conscience des populations sur une telle transparence au niveau local, irait dans le sens d'une plus grande mobilisation des moyens devant assurer l'autofinancement du DC. Et inversement, ce lien entre les prélèvements et offres de services publics locaux devrait inciter les responsables des collectivités locales à améliorer l'efficacité de leurs dépenses d'investissement du processus de DC. Cet état de choses pourrait donc assurer aux autorités locales la garantie d'un bon gestionnaire et dissuader les populations administrées sur la sanction de "Vote par les pied" analysée initialement par Tiebout (1956) dans l'optique d'une concurrence intercommunale. Akode (2012) ajoute que l'investissement occupe une place de choix dans le DC. La conafil précise que l'investissement local est représenté par les dépenses d'investissement communal des collectivités locales par une budgétisation (Les finances locales du Bénin 2016). Les composantes fiscales sont les principales sources de financement du DC selon la théorie du développement endogène de Friedman (1950). En dehors de son apport économique, la fiscalité accroit l'incitation à la participation du public au processus politique et renforce l'obligation de rendre compte de l'efficacité des dépenses publiques (Diarra, 2013). Par contre, Laffer (1980) cité par Darate (2014) démontre dans son modèle économique qu'il existe un niveau optimal de taxation, et s'il est dépassé les RF diminuent. Au Bénin, la fiscalité retrace les RP des collectivités locales. Néanmoins, on retient de l'analyse comparative des ratios financiers des recettes de la commune de Grand-Popo, que les RNF représentent 63,2% des RP mobilisées alors que le poids des RF dans les recettes propres est de 36,8% sur la période de 2003 en 2019. La revue empirique du sujet nous fait comprendre que la croissance économique (indicateur du développement) au Bénin dépend de la fiscalité (Kpocheme, 2005) et plus précisément de la nature de cette fiscalité (Easterly et Rebelo, 1993). Structurellement, les RNF influencent la croissance économique au Bénin mieux que les RF (Darate, 2014). Mais ces connaissances paraissent généralistes sur le cas du Bénin. Analyser cette relation entre DC et les RF et RNF dans l'actuel contexte de la décentralisation au Bénin reste notre

curiosité. C'est par cette cause, qu'à travers notre sujet de recherche intitulé "Analyse de l'effet des RF et RNF sur le développement local: cas de la commune Grand-Popo", nous tenons à de comprendre l'influence qu'exercent les RF et RNF sur le niveau de développement communal de Grand-Popo pour contribuer à la connaissance sur la relation entre les composantes fiscales et le développement communal de Grand-Popo. Ainsi, la question centrale de l'étude est : quel est l'effet des recettes fiscales et non fiscales sur le développement communal de Grand-Popo ?

Ainsi, découlent de cette question centrale de recherche les questions spécifiques de recherche suivantes :

- ✓ Quelle est la relation entre le développement communal de Grand-Popo et les recettes fiscales, les recettes non fiscales ?
- ✓ quel est l'effet des recettes fiscales et non fiscales sur le développement communal de Grand-Popo ?

1.2. Objectifs de l'étude.

Pour atténuer ces différentes préoccupations retenues par notre sujet de recherche, nous allons analyser l'effet des RF et RNF sur le niveau développement communal de Grand-Popo, en vue de renforcer les connaissances sur le lien entre les composantes fiscales et le DC dans le contexte de la décentralisation.

De façon spécifique, il s'agit de :

- ✓ étudier la relation entre le développement communal de Grand-Popo et les recettes fiscales, recettes non fiscales ;
- ✓ estimer l'effet des recettes fiscales et non fiscales sur le développement communal de Grand-Popo.

1.3. Hypothèses de l'étude.

L'atteinte de ces objectifs de recherche que le sujet se fixe, nous ramène à supposer en amont, des réponses provisoires à nos différentes questions spécifiques de recherche énoncées ci-haut. Ces différentes questions spécifiques découlent de nos objectifs spécifiques. En effet, nous postulons que :

H1 : la relation entre le développement communal de Grand-Popo et les RF puis les RNF est très fortement positive ;

H2 : l'influence des RF et RNF est positivement significative sur le développement communal de Grand-Popo.

Ces différentes hypothèses pourraient être confirmées ou infirmées après analyse des données.

Paragraphe 2 : Revue de la littérature.

Il s'agit ici de présenter les différents concepts mis en exergue par l'étude. Ensuite, il est question de présenter la revue théorique et empirique relative à cette étude organisée par thématique.

2.1. Clarification des concepts

Le thème de recherche que nous étudions présente tant de concepts qu'il faille clarifier afin d'exposer les différentes implications entre ces derniers. Nous retenons du sujet les expressions ci-après : Commune ; recettes non fiscales ; recettes fiscales ; développement local ; décentralisation. Que désignent donc ces concepts ?

2.1.1. Décentralisation au Bénin.

La constitution du 11 décembre 1990 modifiée par la loi n°2019-40 portant révision de la constitution en République du Bénin a retenu la décentralisation comme la forme d'administration du territoire national. La commune est le premier acteur du DC. La décentralisation est une politique de transfert des attributions de l'Etat vers des collectivités territoriales ou des institutions publiques pour qu'elles disposent d'un pouvoir juridique et d'une autonomie financière. Le transfert de ces attributions qui restent néanmoins sous la surveillance de l'Etat, permet à ce dernier de décharger ses administrations centrales et de confier les responsabilités au niveau le plus adapté. Selon l'Assemblée Nationale : la décentralisation vise à donner aux collectivités locales des compétences propres, distinctes de celles de l'État, à faire élire leurs autorités par la population et à assurer ainsi un meilleur équilibre des pouvoirs sur l'ensemble du territoire. La décentralisation rapproche le processus de décision des citoyens, favorisant l'émergence d'une démocratie de proximité. La déconcentration est une notion bien distincte ; elle vise à améliorer l'efficacité de l'action de l'Etat en transférant certaines attributions de l'échelon administratif central aux fonctionnaires locaux, c'est à dire aux préfets, aux directeurs départementaux des services de l'Etat ou à leurs subordonnés.

2.1.2. Commune

Dans certains pays, une commune est une circonscription territoriale pouvant correspondre à une ville ou à un groupe de village. Dans la plupart des cas, la commune constitue la plus petite subdivision administrative. Elle est souvent dirigée par un Maire. Au Bénin selon l'article 1 et suivant de la loi n°97-029 du 15/01/1999, la commune est une collectivité

territoriale dotée d'une personnalité juridique et de l'autonomie financière qui s'administre librement par des représentants élus dans les conditions fixées par la présente loi.

2.1.3. Recettes non fiscales

Selon la revue des finances locales du Bénin (2016) publiée par la CONAFIL en 2018, les recettes non fiscales désignent ici les recettes propres des communes qui proviennent des produits des prestations de services, du domaine et des ventes diverses. C'est l'ensemble des éléments enregistrés au compte 70 «Produits des services du domaine et ventes diverses» de la nomenclature budgétaire. Il est aussi intégré dans cette rubrique les recettes diverses inscrites au compte 75 «Autres produits». Les recettes HAO sont rares, mais lorsqu'elles existent en section de fonctionnement (chapitre 84), elles sont comprises aussi dans les recettes non fiscales. Les ressources qui produisent les recettes non fiscales dans les communes sont assez variées et sont tantôt des recettes d'exploitation (assez proches des matières de la TDL), tantôt des prestations de services (Produits des expéditions des actes administratifs, des actes de l'Etat Civil et des conventions, des légalisations de signatures,… des droits sur les services marchands, des droits de stationnement et de parking), tantôt des produits du patrimoine (Exploitation des carrières et mines dans la commune, Produits des inhumations et concessions,…).

2.1.4. Recettes fiscales

Elles sont les principales composantes des recettes propres des communes. Elles sont constituées des impôts directs locaux à savoir : la patente, la licence, la taxe foncière unique (TFU) et la taxe professionnelle unique (TPU) (Note de cours sur les Finances Publiques Locales).

2.1.5 Développement communal

Selon Friedman (1950) le DC est une approche volontariste axée sur un territoire restreint, qui prend le développement comme une démarche partant du bas, privilégiant les ressources endogènes. Le développement à la base ou endogène serait le processus par lequel une société à un moment donné de son histoire, s'organise pour une meilleure mobilisation et utilisation des ressources et forces à sa disposition en vue d'atteindre un état jugé meilleur par elle-même conformément à ses aspirations et ses normes culturelles et jugé également plus conforme à la dignité humaine d'après des valeurs universelles reconnues (Bouisjrogge, 1989).

2.2. Revue théorique de l'étude.

2.2.1. Théorie du développement local

Le concept de développement local est apparu dans un contexte où la vision centralisée de l'Etat était critiquée par certains acteurs locaux. Ces derniers considéraient que le développement d'un territoire devait prendre en compte les besoins et les aspirations des habitants. Une nouvelle logique d'autonomie est alors revendiquée vis-à-vis des centres décisionnels, politiques ou économiques. Le développement local ou communal se rapporte ainsi à des actions partenariales entre des acteurs intéressés à l'amélioration des conditions de vie dans leur environnement immédiat. C'est vers la fin des années 1950 que prend forme la théorie du développement endogène avec les chercheurs comme Friedman (1950) et Stôhr (1981). Selon ces auteurs, le DC est une approche volontariste axée sur un territoire restreint, qui prend le développement comme une démarche partant du bas, privilégiant les ressources endogènes. A partir des années 60 la conception du développement a été remise en cause dans la mesure où le développement ne pouvait être défini par rapport au seul critère de «Produit National Brut». Car, analysé à partir du critère de croissance économique seulement, le développement pouvait masquer l'existence de grandes différences et inégalités sociales à l'intérieur d'un pays ou d'un territoire. Par la suite, dans les années 1970, le concept de développement a pris d'autres formes. On parle de «Développement Intégré» qui prend en compte les facteurs sociaux, culturels et économiques. Ici, le développement est compris comme un processus dont les différents aspects sont en interaction mutuelle. Il est admis que l'expression soutenable du développement, dans le sens qui lui est donné aujourd'hui, a été employée pour la première fois en 1980, par les Nations Unies, dans un rapport de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) intitulé Stratégie mondiale de la conservation (1980). Une autre conception du développement va naître avec l'Unesco (1990) qui le défini comme un «développement centré sur l'homme», d'où la notion de «Développement Humain». Cette notion centrée sur l'homme va évoluer vers «le développement endogène» qui veut dire que le développement doit être perçu et conçu comme un processus autonome et interne à un groupe. En d'autres termes, chaque société choisit librement et consciemment un modèle pour son devenir. Les modèles peuvent être d'orientation économique ou sociale différente, centralisés ou à la base.

En 1992, à la conférence de la Terre à Rio De Janeiro (Brésil), le concept de «Développement Durable» est apparu et a évolué vers la notion plus politique «d'Eco développement». Pour Hassan (1999) cité Fanou (2016) «le DC est la conséquence de l'effondrement des modèles de développement centralisé et des opportunités qu'offrent les collectivités locales en matière de développement participatif» De même Loudiyi et al. (2004), soulignent que le développement territorial découle de l'interaction entre les dynamiques locales et les dynamiques institutionnelles. Elle fait appel aux traditions de production et insiste particulièrement sur la prise en compte des valeurs culturelles et sur le recours à des modalités coopératives. Selon Fanou (2016) le DC peut être compris comme un ensemble d'orientations, de mesures et de modalités visant la promotion du bien-être social, économique, culturel et environnemental des populations dans un espace géographique défini. C'est un moyen d'aider à créer des emplois décents et à améliorer la qualité de vie de tous, y compris des populations pauvres et marginalisées (ONU-Habitat, 2005). Ainsi, selon la Banque Mondiale (1992), le développement participatif est à la fois une fin et un moyen de développement. Mais le DC est-il l'apanage ou le but de l'avènement des collectivités locales ? Quelques soit la réponse donnée à cette préoccupation, il est à retenir dans l'actuel contexte de la décentralisation au Bénin que le DC a pour fondement la valorisation des ressources et des potentialités locales sur le plan humain, physique, géographique et financier. Et le DC ne peut réussir qu'à travers des collectivités locales économiquement, politiquement et administrativement fortes (Fanou, 2016). Quel est donc le lien entre la décentralisation ; développement communal ; investissement local et les composantes fiscales? A partir de la relation postulée par la théorie du développement endogène de Friedman (1950), la décentralisation favoriserait le DC à travers l'investissement local des ressources endogènes dans une approche participative. Selon Lemieux (2001) l'objectif de la décentralisation budgétaire encore appelée autonomie financière est de favoriser le développement à la base à travers l'investissement local. Dans cette même logique, Besson (2002) souligne que l'investissement des collectivités locales a pris une grande ampleur dans le processus de la décentralisation. Il montre aussi que la décentralisation a stimulé la croissance de l'investissement. Dans le même ordre d'idée, Zouari (2001) a montré que l'efficience de l'organisation résulte d'une disposition du mécanisme organisationnel. Il souligne également que la décision et le contrôle lors des projets d'investissement peuvent être mis en évidence par le rôle de la nature de l'investissement, des systèmes d'évaluation et

d'incitation. Aussi Tsobze et al. (2007) ont montré dans leurs travaux que le processus de la décentralisation a favorisé l'investissement dans les infrastructures de base. L'analyse macroéconomique de la décision d'investir dans sa version la plus complète, fait appel à l'épargne. Waymel (2017) affirme dans son article sur l'investissement local que pour qu'il y ait développement communal et développement économique, il faut que les collectivités et les communes rurales confient aux entreprises du territoire la réalisation de projets d'investissement et leur entretien futur.

2.2.2. Notion de la fiscalité locale

De nos jours, quelles que soient les appellations utilisées (impôt, taxes, contributions etc.), la fiscalité s'analyse comme l'ensemble des prélèvements effectués à titre définitif et par voie de contrainte par la puissance publique, l'Etat ou les collectivités locales ou par des organismes supranationaux sur les personnes physiques et morales.

Selon le dictionnaire d'économie et de sciences sociales dirigé par Nathan (1998), la fiscalité constitue la réglementation définissant les impôts d'une collectivité locale, d'un pays ou d'un organisme international et leur perception. Elle est définie d'après le dictionnaire des sciences économiques de Béitone (2001), comme l'ensemble des impôts et taxes perçus par une collectivité publique. Selon le lexique d'Economie Dalloz (2002), la fiscalité est l'ensemble des textes et règlements organisant la définition et la perception de l'impôt. Elle peut être locale ou nationale selon l'organisme destinataire des fonds recueillis. Les différentes définitions font appel à la notion de l'impôt qui selon sa définition fonctionnelle, est un prélèvement obligatoire opéré par la puissance publique, non affecté, sans contrepartie et destiné à assurer la couverture et la répartition des dépenses publiques. La fiscale locale est l'ensemble des règles relatives à la détermination et au recouvrement des impôts et taxes locaux. Les composantes fiscales sont les recettes fiscales et recettes non fiscales. Dans la même foulée que les économistes libéraux, Laffer (1980) a émis l'assertion principale suivante : les taux d'imposition trop élevés peuvent entrainer une réduction de la matière imposable, ce qui par conséquent réduit indirectement les recettes de l'Etat. Selon le modèle économique de Laffer (1980), il existe un niveau optimal de taxation, et s'il est dépassé les recettes fiscales diminuent. Il popularise par sa courbe la formule suivante « Trop d'impôt tue l'impôt ». Il se déduit essentiellement de la courbe de Laffer que pour un taux d'imposition suffisamment élevé au départ, une hausse supplémentaire finit par induire une baisse des recettes qu'un taux d'imposition moins élevé. Selon les économistes de l'offre, ce taux doit être le plus bas possible de manière à

ne pas décourager l'activité économique. Ainsi, une pression fiscale trop forte serait à l'origine d'une substitution du loisir au travail, et va entrainer la baisse de l'activité économique et par conséquent celle du rendement. Elle part de la constatation évidente que si le taux d'imposition est nul, l'impôt est nul. Il en est de même que si le taux d'imposition est de 100%, l'impôt est également nul. Par conséquent, entre ces deux situations, il existe un niveau de pression fiscale qui maximise les recettes fiscales ; en moyenne 50%.

2.3. Revue empirique de l'étude.

Il s'agit pour nous, de montrer les liens entre les études passées et celle que nous traitons actuellement. Cette partie est organisée en deux points suivis des observations voir critiques. Le premier regroupe les études portées sur la fiscalité et le développement au Bénin en général et le second point aborde celles ayant particulièrement mises en exergue les finances locales. Dans ce premier point, on a les articles de: Easterly et Rebelo (1993); Kpocheme (2005); Bokini (2006) ainsi que l'étude de Darate (2014). En effet Easterly et Rebelo (1993) cité par Darate (2014), dans une étude visant à montrer le rapport entre les différentes mesures de politique fiscale, le niveau de développement et le taux de croissance économique, avec un modèle de croissance endogène concluent entre autres que l'impact de la fiscalité est difficile à isoler. Toutefois, ils pensent que l'impact de la fiscalité sur la croissance dépend de sa structure, et que seul le taux marginal d'imposition sur le revenu explique significativement les disparités en matière de croissance. Ainsi, seules les modifications des taux d'imposition sur les revenus ont un impact sur la croissance. Kpocheme (2005) en utilisant la méthode d'estimation montre que l'économie du Bénin à l'instar de celle de la plupart des PVD reste encore dépendante de la fiscalité. L'analyse économique de quelques impôts montre les impacts de ceux-ci sur la croissance. La réduction de ces impôts ne manquera pas sans doute de stimuler l'investissement qui reste un déterminant primordial de la croissance économique. Dans son étude intitulée étude économétrique de l'impact de la fiscalité sur la croissance économique au Bénin, Bokini (2006) a pour objectif d'identifier les principaux déterminants de l'instrument fiscal au Bénin, afin de mieux cerner les canaux par lesquels il faut rechercher une amélioration des performances fiscales pour espérer à long terme un décollage effectif de l'économie béninoise. En utilisant l'outil économétrique par l'estimation des moindres carrés ordinaires, l'auteur conclut qu'il existe une corrélation positive entre le niveau de

développement et la fiscalité, et que cette variable est importante dans le modèle de développement économique, étant donné que le budget béninois est en majeur partie fiscal. Darate (2014) prolonge l'œuvre de Bokini (2006) par son étude portée sur l'effet des recettes fiscales et non fiscales sur la croissance économique au Bénin. En effet, dans l'objectif d'analyser l'effet des RF et RNF sur la croissance économique au Bénin, l'auteur montre à travers la méthode économétrique qu'il y a bel et bien une relation de dépendance entre le PIB et chacune des RF et RNF, même si cette relation est faible. Il va de même montrer que le taux de pression non fiscale a un effet positif sur la croissance économique alors que le taux de pression fiscale n'est pas statistiquement significatif. Ceci suggère selon lui, que le taux de pression fiscale n'explique pas le niveau de la croissance économique au Bénin contrairement au taux de pression non fiscale. Nous retenons de ces différentes études que la croissance économique au Bénin dépend de la fiscalité (Kpocheme, 2005) et plus précisément de la nature de cette fiscalité (Easterly et Rebelo, 1993). La fiscalité est une variable importante dans le modèle de développement économique, étant donné que le budget béninois est en majeure partie fiscal (Bokini, 2006). Structurellement, les RNF expliquent mieux la croissance économique au Bénin que les RF (Darate, 2014). Certes, seule la croissance économique ne renseigne pas sur le développement. A partir des années 60 cette conception du développement a été remise en cause dans la mesure où le développement ne pouvait être défini par rapport au seul critère de «Produit National Brut». Car, analysé à partir du critère de croissance économique seulement, le développement pouvait masquer l'existence de grandes différences et inégalités sociales à l'intérieur d'un pays ou d'un territoire. Il s'agit dès les années 1970, du «Développement Intégré» qui prend en compte les facteurs sociaux, culturels et économiques (Loudiyi et al. 2004). Depuis 2003, la décentralisation a pour mission de rendre tangible cet aspect du développement depuis la base. Tsobze et al. (2007) vont dans le même sens. Désormais, la responsabilité est laissée aux autorités locales de se servir de la fiscalité locale pour assurer le financement du DC de leur territoire. Selon Lemieux (2001) l'objectif la décentralisation budgétaire encore appelée autonomie financière est de favoriser le développement à la base à travers l'investissement local. L'investissement local désigne des dépenses d'investissement consacrées au financement du développement communal (Conafil, 2018). Par ailleurs, les dépenses d'investissement des collectivités territoriales décentralisées sont le facteur essentiel du développement des territoires ruraux (Waymel, 2017).

Ces différentes études revues ont été généralistes sur le Bénin, mais nous sommes curieux de comprendre ces réalités sur les communes béninoises en particulier la commune de Grand-Popo dans l'actuel contexte de la décentralisation à partir du sujet intitulé «Analyse de l'effet des RF et RNF sur le DC» pour renforcer les connaissances du domaine des finances locales et le développement au Bénin.

Le second point de la revue empirique implique les travaux de Houedegnon et Dokoui (2019). En effet, Houedegnon et Dokoui (2019) lors de leur étude consacrée à l'analyse de la capacité d'investissement dans la commune de Houeyogbé, en utilisant les données issues de la Conafil et des comptes administratifs de ladite commune, ont abouti à des résultats particuliers. Ils se sont basés sur l'analyse de la corrélation de Bravais-Pearson et de Spearman pour y parvenir. En effet, ces résultats ont révélé qu'il existe un lien très faible entre l'épargne communale et la capacité d'investissement ; l'épargne communale contribue faiblement à la capacité d'investissement communal de Houeyogbé. De même, ils montrent que les transferts de l'Etat et des partenaires contribuent fortement à la capacité d'investissement dans la commune. Pour ces deux auteurs, les transferts restent jusqu'à nos jours la principale source de financement des investissements locaux de la commune de Houeyogbé.

Une fois le cadre théorique exposé, nous abordons la méthodologie de l'étude.

SECTION 2 : Cadre méthodologique de l'étude.

Cette étape implique les stratégies empiriques et est organisée par objectifs spécifiques et présentée en paragraphe avec les modèles, leurs spécifications suivies des techniques et conditions de validation des hypothèses ainsi que les données et leurs caractéristiques.

Paragraphe 1 : Stratégie empirique d'étude de la relation entre les recettes fiscales et non fiscales et le développement Communal de Grand-Popo.

Pour réaliser cette tâche, nous nous référons à la corrélation linéaire de Bravais-Pearson.

L'analyse de corrélation linéaire consiste à déterminer un coefficient de corrélation linéaire entre deux variables.

Le coefficient de corrélation linéaire noté (r_{xy}) est un coefficient paramétrique qui donne la mesure du degré de liaison linéaire entre deux variables quantitatives X et Y normalement distribuée. Il est donné par le rapport entre leur covariance et le produit non nul de leurs écarts – types. Le coefficient de corrélation utilisé ici est celui de Bravais-Pearson. Il s'agit

d'une normalisation de la covariance par le produit des écarts-types des variables. Il corrige la variance de l'influence des unités de mesure des variables. Pour Bravais-Pearson, le coefficient de corrélation (r_{xy}) et est donné par la formule :

$$r_{xy} = \frac{cov(X;Y)}{\sigma_x \sigma_y} = \frac{\sum_i^n (X_i - \bar{x})(Y_i - \bar{y})}{\sqrt{\sum_i^n (X_i - \overline{x})^2 \sum_i^n (Y_i - \overline{y})^2}}$$

Pour tester la significativité de ce coefficient, nous admettons deux hypothèses alternatives. Les hypothèses du test sont :

$$\begin{cases} \text{H0: } \rho_{xy} = 0 \quad \text{(Hypothèse d'absence de corrélation)} \\ \text{H1: } \rho_{xy} \neq 0 \quad \text{(Hypothèse de présence de corrélation)} \end{cases}$$

(ρ_{xy}): Désigne le coefficient de corrélation théorique, inconnue au niveau de la population (X Y), le (r_{xy}) est le coefficient de corrélation empirique estimée à partir d'informations fournies par l'échantillon.

Sous H0, on démontre que la statistique du test suit une distribution de Student au seuil α=5% [5% sauf indication contraire] et à (n – 2) degrés de liberté où n= 17 désigne le nombre d'observation. Le test est de la forme :

$$\rho_{xy} = \frac{|r_{xy}|}{\sqrt{\frac{1-r_{xy}^2}{n-2}}} > t_{\propto/2} \text{ (Valeur lue dans la table de student).}$$

L'hypothèse nulle (H0) d'absence de corrélation peut être rejetée si ρ_{xy} est supérieur à la valeur lue dans la table de Student au seuil $\propto/2$ à (n-2) degré de liberté. Ou bien lorsque la probabilité associée à (r_{xy}) est inférieure à ∝=5%.

Concernant l'intensité du coefficient, si :

- $r_{xy,} = 0$ il y a absence de liaison entre X et Y ;
- $-0{,}025 < r_{xy} > 0{,}25$ la liaison entre X et Y est très faible ;
- $-0{,}25 < r_{xy} > 0{,}50$ la liaison entre X et Y est faible ;
- $-0{,}50 < r_{xy} > 0{,}65$ la liaison entre X et Y est modérée ;
- $-0{,}65 < r_{xy} > 0{,}80$ la liaison entre X et Y est forte ;
- $-0{,}80 < r_{xy} > 1$ la liaison entre X et Y est très forte.

Avant le test de corrélation de Bravais- Pearson, nous effectuons la représentation graphique de l'évolution des variables pour voir la liaison entre elles.

Nous espérons avoir selon l'hypothèse : une très forte corrélation positive entre les DI (Indicateur du développement dans le cas de cette étude) et les RF puis RNF avec un signe (+) du coefficient de Bravais-Pearson et une intensité comprise entre 0,80 et 1.

Paragraphe 2 : Stratégie empirique d'estimation de l'effet des recettes fiscales et non fiscales sur le développement Communal de Grand-Popo.

2.1. Modèle empirique de l'estimation.

La littérature empirique s'est énormément orientée sur l'incidence de la fiscalité sur le développement de différents pays en particulier du BENIN au cours de ces dernières années. Par ailleurs, malgré les efforts consentis par le gouvernement en matière fiscale pour recouvrir ses dépenses, on constate toujours un déficit budgétaire. C'est dans ce cadre que plusieurs études ont cherché à apprécier l'incidence de la fiscalité sur le développement. Pour les objectifs de cette étude, nous présentons un modèle empirique à partir duquel nous allons nous inspirer pour la spécification du nôtre. Il s'agit de celui de Darate (2014).

Modèle empirique de Darate (2014).

Lors de son étude portée sur l'effet des recettes fiscales et non fiscales sur la croissance économique au BÉNIN, Darate (2014) utilise le modèle économétrique qu'il a inspiré de celui du modèle de croissance d'origine Cobb- Douglas présenté comme suit :

$$yt = f(xi) = X\,t$$

Pour:

Yt : la variable expliquée le PIB Xt : un vecteur de variables explicatives à savoir le taux de pression fiscale et non fiscale, l'investissement et le taux d'épargne.

La linéarisation et la spécification de tel modèle par Darate (2014) lui permet d'obtenir celui qui s'écrit de la façon suivante :

$$Ln\ PIB = \alpha 0 + \alpha 1 LnINV + \alpha 2 LnTPF + \alpha 3 LnTPNF + \alpha 4 LnKH + \alpha 5 LnDP/PIB + \mu t$$

Avec : Ln PIB: Le logarithme népérien du produit intérieur brut ; Ln INV: Le logarithme népérien Investissement Ln TPF : Le logarithme népérien du taux de pression fiscale Ln TPNF : Le logarithme népérien du taux de pression non fiscale ; Ln KH : Le logarithme népérien du capital humain qui a été approximé par la population active occupée ; Ln DP/PIB : Le logarithme népérien du ratio dépense public/PIB. Au total, le modèle spécifié se présente comme suit : PIB= F (Inv, TPF, TPNF, KH, Dépense publique/PIB).

2.2. Spécification du modèle et définition des variables.

Vu l'intérêt de cette étude, nous utilisons le modèle suivant dans lequel le développement de la commune est appréhendé par les dépenses d'investissement communales, car à partir de la relation postulée par la théorie du développement endogène de Friedman (1950), la décentralisation favoriserait le DC à travers l'investissement local des ressources locales

dans une approche participative. L'investissement local désigne des dépenses d'investissement consacrées au financement du DC (Conafil, 2018).

Notre modèle s'inspire de manière simple du modèle adopté par l'auteur précédent auxquel nous apportons des modifications compte tenu d'une part, du contexte de notre étude et d'autre part, de notre objectif spécifique de recherche.

Ainsi, le modèle se présente comme suit :

$Ln(DI) = \alpha 0 + \alpha 1 Ln(RNF) + \alpha 2 Ln(RF) + \alpha 3 Ln(TR) + \alpha 4 Ln(PO) + \mu t$

Avec :

- Ln(DI): logarithme népérien des dépenses d'investissement communal de Grand-Popo. C'est la variable expliquée du modèle en tant qu'indicateur du DC.
- Ln(RNF) : logarithme népérien des recettes non fiscales ; Ln(RF) : logarithme népérien des recettes fiscales. Ces variables explicatives sont introduites dans le modèle afin d'analyser leur effet respectif sur le développement de la Commune de Grand-Popo.
- Ln(TR) : le logarithme népérien de l'ensemble des fonds reçus par la Commune de Grand-Popo de la part de l'Etat central et des partenaires techniques et financiers ; Ln(PO) : le logarithme népérien de la population de Grand-Popo. Ces deux dernières variables sont introduites dans le modèle comme autres variables explicatives pouvant avoir un effet sur le développement communal de Grand-Popo.
- **$(\alpha 0 ; \alpha 1 ; \alpha 2 ; \alpha 3 ; \alpha 4)$** sont les paramètres du modèle économétrique. Ce sont les élasticités des DI associées respectivement aux RNF, RF, TR et PO dans le modèle ;
- μt : le terme d'erreur qui regroupe toutes les autres variables explicatives pouvant avoir un effet sur la variable expliquée DI et que le modèle n'a pas pris en compte.

Donc la variable dépendante dépenses d'investissement communal est expliquée par les recettes non fiscales, les recettes fiscales, les transferts reçus de l'Etat et des partenaires au développement communal ainsi que la population.

2.3. Méthode d'estimation.

Elle regroupe les résultats attendus, les techniques d'analyse des données

2.3.1. Résultats attendus.

Tableau 1 : Récapitulatif des effets attendus des variables explicatives

Variables explicatives	Définition des variables	Effets attendus
RNF	Recettes non fiscales	Significatifs et (+)
RF	Recettes fiscales	
TR	Transferts reçus	
PO	Population	

Source : Les auteurs.

2.3.2. Technique d'analyse des données

Dans la perspective d'une bonne étude, nous optons à une démarche méthodologique à la fois statistique et économétrique.

La démarche statistique consiste à faire une analyse descriptive des variables. Celle économétrique permettra de confirmer ou d'infirmer nos hypothèses à partir des tests économétriques à savoir : le test de stationnarité, le test de cointégration et le test de validation du modèle.

L'approche méthodologique adoptée pour l'étude économétrique comporte les étapes suivantes :

- Conformément aux développements récents dans l'analyse des séries temporelles, l'étude de la stationnarité s'impose comme préalable à toute estimation économétrique. Ainsi pour étudier la stationnarité des variables nous avons utilisé le test de Dickey Fuller Augmenté (ADF test).

Si |ADF-calculé > ADF-théorique|, alors la variable est stationnaire.

- L'estimation avec la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO).

Les variables non stationnaires en niveau sont prises en différence selon l'ordre d'intégration.

- La validation, comporte plusieurs étapes notamment :

- Test de normalité : Pour calculer les intervalles de confiance prévisionnels et aussi pour effectuer les tests de Student sur les paramètres, il convient de vérifier la

normalité des erreurs. A cet effet, nous recourons au test de Jarque-Bera (1984). Lorsque la statistique de Jarque-Bera est inférieure à 5,99 ou lorsque la probabilité associée à cette statistique est supérieure à 0,05, on accepte l'hypothèse nulle de normalité des erreurs.

- Test de significativité de Student : Le test de Student consiste à analyser la significativité de chaque coefficient du modèle estimé.

Si |t-calculé > t-théorique|, alors le coefficient est significativement différent de zéro (0)

- Test de significativité du modèle : Le test de Fisher est celui utilisé pour analyser la significativité globale du modèle.

Hypothèse H0 : Le modèle n'est pas bon

Hypothèse H1: Le modèle est bon

Si |F-calculé > F-théorique|, alors le modèle est globalement bon.

- Test d'homoscédasticité : c'est le test d'ARCH qui est utilisé à cet effet. L'hypothèse nulle d'homoscédasticité des résidus n'est acceptée que si la probabilité associée à la statistique calculée est supérieure à 0,05.
- Test de stabilité : Le « test de Cusum » permet de détecter les éventuelles instabilités structurelles. L'hypothèse d'instabilité est acceptée si le graphe sort du corridor à une période. Dans le cas contraire, il y a stabilité du modèle.
- Test de Breusch-Golfred: Il permet de vérifier s'il y a autocorrélation entre les erreurs.

  L'hypothèse de non-autocorrélation des résidus du test n'est acceptée que si la probabilité associée à la statistique de Breusch-Godfrey est supérieure à 0,05.

- ✓ **Etude de la stationnarité des variables**

Avant de passer à un tout traitement économique, il convient de s'assurer de la stationnarité des variables étudiées. En effet, si la série n'est pas stationnaire ; cela génère « une fausse régression » affirmée par Yule en 1980. Ainsi, d'après Quinet (1969), un processus est stationnaire si la loi qui régit chacune des variables aléatoires est dépendante du temps. Une série chronologique est stationnaire si et seulement si elle est la réalisation d'un processus stationnaire. Alors une série temporelle est dite stationnaire si sa moyenne et sa variance sont constantes dans le temps et si la valeur de la covariance entre deux périodes de temps ne dépendent que de la distance ou de l'écart entre ces deux périodes et

non du moment auquel la covariance est calculée. Une telle série temporelle est qualifiée de faiblement stationnaire. Cette définition se traduit comme suit pour une série Y_t :

Moyenne : $\mathbf{E(Y_t) = \mu}$

Variance : $\mathbf{V(Yt) = E\ (Yt - \mu)^2}$

Covariance: $\mathbf{Cov\ (Y_t, Y_{t+k}) = E\ [(Y_{t-\mu})\ (Y_{t+k-\mu})]}$

Par contre, le non stationnarité s'explique par deux phénomènes que sont la présence de tendance déterministe et/ou de tendance aléatoire dans la structure de la série temporelle étudiée. Plusieurs tests existent pour détecter le non stationnarité des séries. Le test retenu pour cette étude est celui de Dickey-Fuller Augmenté.

Si les résultats issus de ce test révèlent que toutes les variables ne sont pas stationnaires en niveau, nous passons au test de cointégration.

- ✓ **Etude de la cointégration**

Le but de ce test est de détecter si des variables possédant une racine unitaire ont une tendance stochastique commune. Si c'est le cas, il existe une relation d'équilibre dans le long terme entre les variables et la combinaison linéaire de deux variables stationnaires est stationnaire. Dans une telle situation, la formulation en différence a même une mauvaise spécification du modèle et des termes de correction d'erreurs doivent être ajoutés.

L'analyse de cointégration présentée par Engel et Granger (1983-1987) permet d'identifier la véritable relation entre deux variables en recherchant l'existence éventuelle d'un vecteur d'intégration et en éliminant son effet. Le test de cointégration se présente en deux étapes à savoir :

- Le test de l'ordre d'intégration des variables

Une condition nécessaire de cointégration est que les séries doivent être intégrées de même ordre, mais si les séries ne sont pas intégrées de même ordre, elles ne peuvent pas être cointégrées. Il convient donc de déterminer très soigneusement à travers les tests de Dickey-Fuller et de Dickey Fuller Augmenté le type de tendance déterministe ou stochastique (stationnaire) de chacune des variables, puis l'ordre de l'intégration de chacune des chroniques étudiées. Si les séries statistiques étudiées ne sont pas intégrées de même ordre, la procédure est arrêtée. Il n'y a pas de risque de cointégration. De même, si la série des erreurs est stationnaire, il y a cointégration. Dans le cas contraire, il n'y a pas cointégration entre les séries.

- Estimation de la relation de long terme

Si la condition nécessaire est vérifiée, on estime par les MCO la relation de long terme entre les variables. Pour que la relation de cointégration soit acceptée, le résidu de la régression doit être stationnaire. La stationnarité du résidu est testée à l'aide des tests Dickey-Fuller ou Dickey Fuller Augmenté.

De même, le test de cointégration Johansen (1988) est un test qui propose des estimations par la méthode du maximum de vraisemblance pour tester la cointégration des séries. Pour cela, il effectue un test de rang de cointégration. Si le rang de cointégration est égal à 0, on rejette l'hypothèse de cointégration. Par contre, si le rang de cointégration est supérieur à 1, on accepte l'hypothèse de cointégration.

- ✓ **Etude du modèle à correction d'erreur (MCE)**

Si l'étape précédente met en évidence des relations de cointégration, l'étude se fera à ce niveau sur le modèle à correction d'erreur qui fournit des élasticités des variables aussi bien pour le court terme que pour le long terme. Il traduit le degré d'influence des variables exogènes sur la variable endogène. Dans le cas contraire nous allons poursuivre les analyses à l'aide du modèle MCO.

2.3.3. Les limites.

Nous relevons comme limite fondamentale dans cette étude, l'insuffisance des données pouvant nous permettre de faire l'analyse économétrique, principalement la méthode des Moindres Carrés Ordinaires qui exige le respect d'un certain nombre d'hypothèses.

Le Bénin comme tout pays de l'Afrique de l'Ouest a adopté la décentralisation du pouvoir central en 2003. Ce qui lui fait aujourd'hui dix (17) ans d'exercice de cette dernière. Ce qui ne nous permet aussi pas de respecter l'hypothèse des MCO qui exige trente (30) observations.

Mais nous avons jugé d'aller avec cette méthode d'analyse en raison de notre formation d'étude et aussi de pouvoir cerner le problème abordé quantitativement.

2.3.4. Données et caractéristiques des données.

Les données utilisées pour l'analyse sont celles temporelles permettant d'observer les variables de 2003 en 2019. Ces dernières sont issues de la base de synthèse des finances locales élaborée par la CONAFIL (site de la CONAFIL) de 2003-2018 puis du compte administratif de la commune de Grand-Popo en 2019. Il s'agit des données quantitatives.

La récapitulation de ces dernières en milliers de fcfa pour (RF, RNF, TR, et DI) et en nombre pour PO se présente comme suit (voir annexe n°2).

En fin, nous retenons par ce chapitre des idées sur les réflexions théoriques et empiriques de l'effet des recettes fiscales et non fiscales sur le développement communal de Grand-Popo. C'est par ces faits que nous avons pur établir une méthodologie pour notre étude en ressortissant les techniques d'analyse ainsi que les données et leurs caractéristiques.

CHAPITRE 3 : Présentation et analyse des résultats ; validation des hypothèses et suggestions.

Nous exposons par ce chapitre, la présentation et l'analyse des résultats de l'étude dans une première section. Ensuite, la validation des hypothèses de l'étude et les suggestions sont présentées dans une seconde section.

SECTION 1 : Présentation et analyse des résultats de l'étude.

Dans cette section, nous exposons la présentation et l'analyse des résultats en paragraphe par objectifs spécifiques.

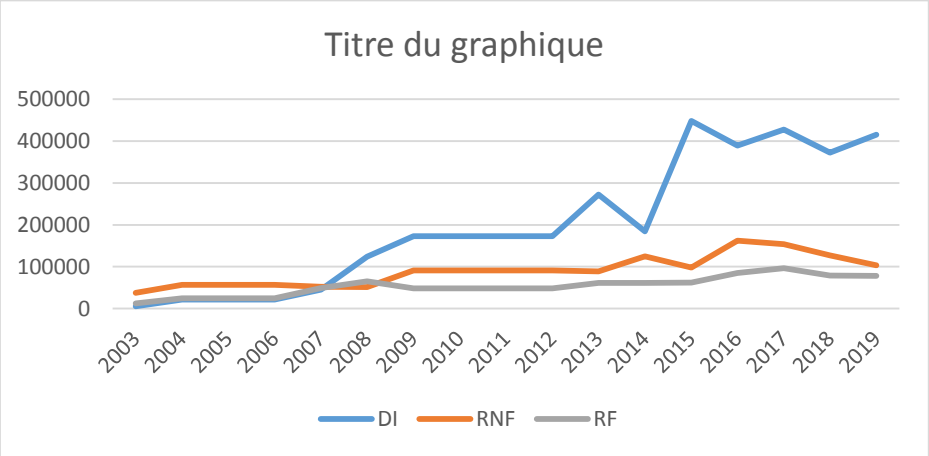
Paragraphe 1 : Présentation et analyse des résultats de l'étude de la relation entre les recettes fiscales et non fiscales et le développement communal de Grand-Popo.

Il s'agit ici de présenter les résultats obtenus sur ce premier objectif spécifique et de les analyser. Cette présentation est effectuée par objectifs spécifiques.

1.1. Présentation des résultats de l'étude de la relation entre les recettes fiscales et non fiscales et le développement communal de Grand-Popo.

Avant d'exposer les résultats de la corrélation entre les variables DI, RNF et RF nous représentons sur les graphes suivants l'évolution croisée puis les pentes de la liaison de ces variables de l'étude.

Graphe 1 : Evolution croisée des RNF, RF, DI de 2003 à 2019.

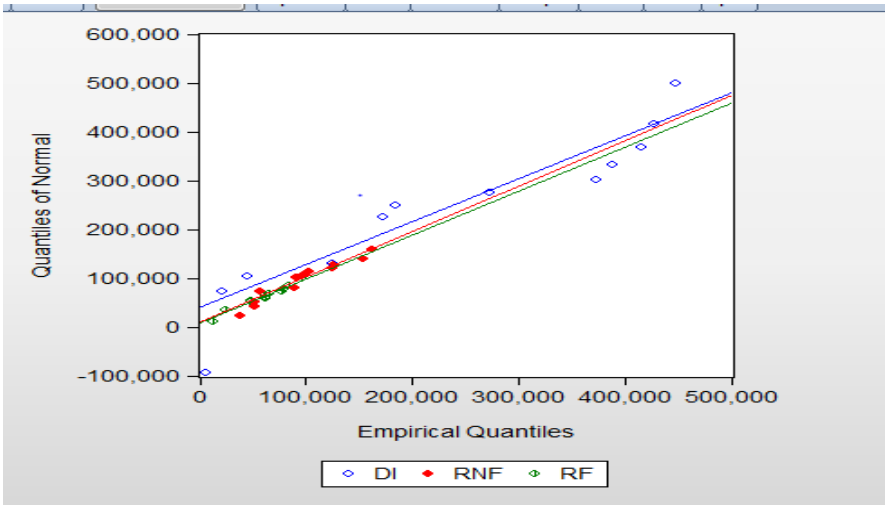


Source : Les auteurs à partir des données sous Excel.

Commentaire : Ce graphe montre que les DI, RNF, et RF ont évolué dans le même sens sur 17 ans. De même, cette évolution est faible pour les RNF et RF sur toute la période de 2003 à 2019 alors que les DI ont considérablement progressé mieux que les RNF et RF à partir de 2008 à 2015 où elles connaissent une petite chute alternative jusqu'en 2019. Cet accroissement accru des DI à partir de 2008, est dû aux transferts reçus de la part de l'Etat

et des partenaires techniques par le mécanisme du fadec apparu depuis 2008 sous contrôle de la Conafil (Décret n°2008-276 du 19 Mai 2008 portant création du Fond d'Appui au Développement des Communes FADEC).Une telle tendance d'évolution remarquée dans le temps pourrait suggérer une probable liaison positive entre les variables DI, RF et RNF.

Graphe 2: Nuage des points des pentes des DI, RNF et RF



Sources : Les auteurs sous Eviews 9.

Commentaire : Le graphe de nuage des points suggère un ajustement linéaire entre les DI, RNF et RF avec des pentes plus ou moins fortes. Il y a donc une corrélation entre ces variables. Certes, on espère avoir des coefficients associés significativement différent de 0. Les résultats du test de la corrélation de Bravais Pearson sont récapitulés dans le tableau suivant :

Tableau 2: Résultat du test de corrélation de Bravais-Pearson.

Variables	r_{xy} de Bravais-Pearson	Probabilité associée	ρ_{xy}	T-lu dans la table de Student
(DI) et (RNF)	+ 0,8232	0,00	5,61	2,131
(DI) et (RF)	+ 0,8775	0,00	7,08	

Source : Les auteurs à partir des résultats sous Eviews 9.

Commentaire : Du tableau 2, on retient que la probabilité (0,00) associée au coefficient des variables est inférieure à 0,05 et les statistiques de Student calculées (5,61 et 7,08) sont supérieures à la valeur lue (2,131) dans la table de Student. Nous pouvons donc accepter H1 de présence de corrélation linéaire entre les DI et RNF puis les DI et RF. De plus, les

coefficients de corrélation entre DI et RNF ; DI et RF sont tous positifs et compris entre 0,80 et 1. Cela suggère une très forte corrélation positive entre les DI (indicateur du développement communal de Grand-Popo), RNF et RF.

1.2. Analyse des résultats sur l'objectif spécifique 1 :

L'objectif spécifique 1 est : Etudier la relation entre les recettes fiscales et non fiscales et le développement communal de Grand-Popo.

Pour étudier le lien entre les RF, RNF et le développement communal de Grand-Popo, nous avons utilisé le test de corrélation de Bravais-Pearson. Avant tout, il ressort des graphes que les DI (indicateur du développement communal de Grand-Popo), RNF et RF ont évolué dans le même sens sur 17 ans (Graphe 1) avec des pentes plus ou moins fortes (Graphe 2). Par ailleurs, les résultats du test de corrélation de Bravais-Pearson montrent qu'il existe une très forte relation positive entre le développement communal de Grand-Popo et les RF d'une part ; puis d'autres part les RNF. Autrement dit :

- Les recettes non fiscales font augmenter de 82,32% le développement communal de Grand-Popo et inversement. Cette relation est significative car la probabilité associée au coefficient du test est inférieure au seuil de 5% (prob=0,00<0.05).
- Les recettes fiscales font accroitre de 87,75% le développement communal de Grand-Popo et vis-versa. Cette relation est significative car la probabilité associée au coefficient du test est aussi inférieure au seuil de 5% (prob=0,00<0.05).

Paragraphe 2 : Présentation et analyse des résultats d'estimation de l'effet des recettes fiscales et non fiscales sur le développement communal de Grand-Popo.

2.1. Présentation des résultats d'estimation de l'effet des recettes fiscales et non fiscales sur le développement communal de Grand-Popo.

Avant de présenter les résultats de l'estimation, nous exposons les résultats sur des tests sur les variables.

2.2.1. Etude de stationnarité et de cointegration

Le point de départ de toute analyse économétrique commence par la vérification des processus stochastiques des variables impliquées dans la régression. Ainsi, le test de racine unitaire de Dickey Fuller Augmented (ADF) a été appliqué aux variables introduites dans le modèle. Ces résultats sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 3 : Résultats du test de stationnarité des variables.

Variables	Valeurs critiques (5%)	Statistiques ADF calculées	Probabilités associées	Ordre observé
DI	**-3,081002**	**-5,043397**	**0,0014*** **	**D (1)**
RNF	**-3,081002**	**-5,007390**	**0,0015*** **	**D (1)**
RF	**-3,098895**	**-4,011874**	**0,0099*** **	**D (1)**
TR	**-3,828975**	**-6,152353**	**0,0016*** **	**D (1)**
PO	**-3,081002**	**-3,623027**	**0,0187** **	**D (1)**

BN : D= Différence Ordre de cointégration= 1, 1, 1….. / (***), (**) et (*) indiquent la significativité au seuil statistique de 1%, 5% et 10% respectivement.

Source : Les auteurs à partir des résultats sous Eviews 9.

Commentaire : Nos tests montrent que dans la commune de Grand-Ppop, l'hypothèse nulle de racine unitaire n'est rejetée qu'en différence première pour toutes les variables DI, RNF, RF, TR et PO. On conclut donc que toutes ces variables sont stationnaires en première différence.

Tableau 4 : Résultats du test de cointégration des variables.

Variables	Valeurs critiques (5%)	Statistiques ADF calculées	Décision
DI	**-5.015602**	**-58.24319**	**Cointégréé**
RNF	**-4.885223**	**12.25660**	**Cointégréé**
RF	**-4.327632**	**-17.21260**	**Cointégréé**
TR	**-4.791489**	**-19.32472**	**Cointégréé**
PO	**-1.948325**	**-7.959705**	**Cointégréé**

Source : Les auteurs à partir des résultats sous Eviews 9.

Commentaire: Par ailleurs, les variables étant tous stationnaires en première différence, nous admettons par le test de cointégration que toutes les variables sont intégrées (voir tableau 4). Le rang d'intégration étant donc différent de 0 et égal à 1, ce résultat nous permet de passer à l'estimation par les moindres carrés ordinaires MCO d'un modèle à correction d'erreurs MCE. Le modèle MCE sera validé selon les résultats d'estimation.

2.2.3. Résultats de l'estimation du modèle à correction d'erreurs MCE.

Avant les résultats d'estimation, nous exposons ceux portés sur les tests stockastiques (sur les erreurs). Ces résultats sont présentés dans les tableaux suivants :

Tableau 5 : Résultats des tests résiduels.

Tests	Normalité de Jarque-Bera	Hétéroscedasticité d'ARCH	Autocorrélation d'ordre de Breusch-Godfrey
Statistiques	0,236	0,142	0,099
Probabilité associée	0,888	0,711	0,764
Décisions : Les résidus	Suivent une loi normale	Sont homoscédastiques	Sont non autocorrélés

Source : Les auteurs à partir des résultats sous Eviews 9.

Commentaire : Le tableau ci-dessus permet de dire que les variables du modèle de long terme suivent une distribution normale, ils sont homoscédastiques et sont non autocorrélés car toutes probabilités associées aux coeffients des tests sont supérieures à 5%. Ainsi les hypothèses des MCO sont vérifiées. De même, le test de stabilité effectué nous montre que le modèle est bel et bien stable (confère graphe 3 …..Annexe).

Tableau 6 : Résultat de l'estimation du MCE.

Variables	Coefficients	Erreur-type	Prob
Modèle de court terme			
LRNF	-0.365	0.399	0.396
LRF	**0.778****	**0.289**	**0.036**
LTR	**0.598*****		**0.142**
0.005			
LPO	1.253		3.206
0.709			

Modèle de long terme			
LRNF	-0.595	0.533	0.306
LRF	0.772	0.520	0.185
LTR	**0.916****	**0.317**	**0.027**
LPO	1.102	1.974	0.596
LDI (-1)	-1.253	0.462	0.306
Const (α0)	-9.619	15.043	0.546
R^2= 0.9478	**Observation =17**	**F = 12.111**	**Prob**
F= 0.003< 0.01			

(***), (**) et (*) indiquent la significativité au seuil statistique de 1%, 5% et 10% respectivement

Source : Les auteurs à partir des résultats sous Eviews 9.

Commentaire : Ce tableau présente les résultats d'estimation du modèle à correction d'erreurs à court terme et à long terme. Ces résultats montrent que seuls les paramètres calculés (0.778 et 0.598) associées respectivement aux variables RF et TR sont significatifs à 5% et les autres ne le sont à court terme. De même à long terme, seul le paramètre calculé (0.919) associé aux TR est significatif à 5% mais toutes les probabilités associées aux autres variables sont supérieures à 5% (pro >0,05). Par ailleurs, la variables retardée DI (-1) est négativement non significative à 10% (pro DI (-1)=0.306>0.1).

2.2. Analyse des résultats de l'objectif 2.

Objectif 2 : Estimer l'effet des recettes fiscales et non fiscales sur le développement communal de Grand-Popo.

Avant de passer à l'interprétation des coefficients de l'estimation, il est impératif de valider le modèle à correction d'erreur (MCE), de vérifier les hypothèses des MCO, de vérifier la significativité globale du modèle et l'adéquation du modèle.

En effet, le modèle est validé lorsque, toutes les variables sont intégrées dans le même ordre et la variable retardée a un coefficient négatif et significatif. Les résultats de

stationnarité et de cointégration montrent une cointégration d'ordre 1 pour toutes les variables du modèle (tableau 3) et la variable retardée DI(-1) a un coefficient négatif (-1.253). Ce résultat valide donc le modèle à correction d'erreur (MCE) à court terme.

Par ailleurs, les résultats du test sur les résidus après estimation montrent que l'estimateur MCO est BLUE (tableau 4). Pour tester la significativité globale du modèle, la statistique de Fisher a été utilisée. Les résultats de ce test montrent que le modèle est globalement significatif et bien spécifié au seuil de 1% (Prob F= 0.003<0.01). Quant à l'adéquation du modèle, la valeur du coefficient de détermination (R^2) est de 0.9478 et proche de 1, ce qui signifie que les variables explicatives (RNF, RF, TR et PO de la commune de Grand-Popo) introduites dans le modèle expliquent à 94.78% les fluctuations du modèle c'est-à-dire les dépenses d'investissement communal de Grand-Popo à court terme. De plus, nos analyses portent donc sur les RF et TR qui sont les seules variables significatives du MCE à court terme.

L'analyse des résultats de l'estimation montre une influence positive statistiquement significative entre les RF et les dépenses d'investissement dans la commune de Grand-Popo à court terme. Autrement dit, lorsque les RF mobilisées dans la commune de Grand-Popo augmentent de 1%, les dépenses d'investissement dans la commune augmentent de 0,778% à court terme. Ce premier résultat parait évident en terme de significativité au regard de nos hypothèses spécifiques !!!

Par ailleurs, les résultats montrent également qu'à court terme, les TR influencent positivement et significativement les dépenses d'investissement dans la commune de Grand-Popo. En effet, lorsque la commune de Grand-Popo reçoit de l'Etat et des partenaires techniques financiers des fonds supplémentaires de 1%, ses dépenses d'investissement local augmentent à court terme de 0,598%. Ce résultat semble statistiquement proportionnel et assez logique donc les TR constituent un atout dans le temps pour le développement communal de Grand-Popo.

Contrairement à l'étude de Darate (2014), la présente étude met en évidence d'une part une très forte relation positive entre les dépenses d'investissement communal de Grand-Popo puis les RF et RNF et d'autres parts un effet positivement significatif des RF et un effet négativement non significatif des RNF sur les dépenses d'investissement local de Grand-

Popo de 2003 à 2019 dans l'actuel contexte de la décentralisation au Bénin. Les résultats ainsi obtenus nous permettent de vérifier nos hypothèses spécifiques de recherche.

SECTION 2 : Validation des Hypothèses et suggestions.

Paragraphe 1 : Validation des hypothèses de l'étude.

Notre étude porte sur l'analyse de l'effet des recettes fiscales et non fiscales sur le développement communal de Grand-Popo. Pour atteindre nos objectifs, des Hypothèses spécifiques ont été émises. La vérification est effectuée ici par hypothèses spécifiques. Ainsi, on a :

1.1. Validation de l'hypothèse spécifique n°1

La première stipule que : **la relation entre le développent communal de Grand-Popo et les recettes fiscales et non fiscales est très fortement positive.**

A travers l'analyse de la corrélation linéaire de Bravais-Pearson entre ces variables, nos résultats montrent que la relation entre les dépenses d'investissement communal de Grand-Popo et les recettes fiscales et non fiscales est belle et bien très fortement positive. Ainsi, nous validons notre première hypothèse.

1.2. Validation de l'objectif spécifique n°2

La seconde hypothèse stipule que : **l'influence des recettes fiscales et non fiscales est positivement significative sur le développement communal de Grand-Popo.**

Par ailleurs, les résultats d'estimation de notre modèle économétrique indiquent que les recettes fiscales ont un effet positivement significatif à court terme sur les dépenses d'investissement communal de Grand-Popo ; mais l'effet des recettes non fiscales est négativement non significatif à court terme sur les dépenses d'investissement communal de Grand-Popo.

L'influence négativement non significative des recettes non fiscales vient à présent contredire notre deuxième hypothèse spécifique de recherche, par conséquent nous validons partiellement notre deuxième hypothèse spécifique.

Paragraphe 2 : Suggestions.

De l'ensemble des résultats de notre étude, nous retenons que seules les recettes fiscales ont un effet très positif et significatif à court terme sur le développement communal de

Grand-Popo de 2003 à 2019. Rappelons que le développement local passe par la mise en place des biens et services locaux à travers l'investissement des ressources endogènes du territoire communal. Les recettes fiscales constituent une composante principale des sources propres de financement de développement communal (Conafil, 2018), nos suggestions vont dans le sens d'une mobilisation supplémentaire à présent des recettes fiscales en vue de mieux renforcer ce lien que la présente étude souligne. En effet, nous souhaitons :

- une réévaluation du potentiel fiscal à court terme notamment le recensement des matières fiscales imposables dans la commune de Grand-Popo ;

- une mise en place des stratégies efficaces de recouvrement des RF de la commune ;

- une implication de tous les acteurs de la chaîne de recouvrement pour des raisons d'efficacité dans le processus de mobilisation des recettes fiscales de la commune de Grand-Popo afin de garantir la dimension participative du développement local.

CONCLUSION GENERALE

De tout ce qui précède, la décentralisation a été mise en œuvre au Bénin depuis 2003 dans l'objectif de rendre tangible le développement à la base en responsabilisant les élus locaux sur la mobilisation des ressources propres dont les recettes fiscales et non fiscales pour leurs prises en charge. Cette étude intitulé ''Analyse de l'effet des recettes fiscales et non fiscales sur le développement local de Grand-Popo'' s'inscrit dans le cadre d'analyser l'influence qu'exercent les RF et RNF sur le développement communal de Grand-Popo durant la période de 2003 à 2019. En s'inspirant des travaux de Darate (2014), nous avons dans un premier temps étudié la relation entre le DC, RNF et RF de de Grand-Popo par l'analyse de la corrélation linéaire de Bravais-Pearson. Par la suite, nous avons estimé l'effet des RF et RNF sur le DC par la technique des MCO (Moindres Carrés Ordinaires). Des résultats obtenus après analyse des données issues du site de la conafil et du compte administratif de la commune, nous retenons que le développement communal de Grand-Popo est très fortement lié de façon positive aux recettes fiscales et non fiscales de la commune. Par ailleurs, nos résultats montrent que seules les RF ont bien un effet positif et significatif sur le développement communal de Grand-Popo car l'effet des RNF reste négativement non significatif. La définition de nouveaux objectifs et stratégies de recouvrement des RF à court terme dans l'approche participative peut-être un atout pour le développement communal de Grand-Popo.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

--AKODE Bernardin (2012) «***Décentralisation et investissement local au Bénin***» mémoire de master, Institut de recherche empirique en économie politique, 39 pages.

--Amétonou (2002) «***Perspectives de financement du développement local au Bénin : cas de la commune de Dogbo***» Mémoire de DESS, mémoire online ; 50 pages.

--Besson D. (2002), «Investissement des Administrations Publiques Locales : Influence de la Décentralisation et du Cycle des Elections Municipales».

--BOKINI Sévérin (2006) «***Etude économétrique de l'impact de la fiscalité sur la croissance économique au BENIN***» mémoire de maîtrise, Université de Parakou, 60 pages.

--Commission Nationale des Finances Locales (2016) «**Les finances locales du Bénin 2016**» *3eme édition, 98 pages*.

--Coopération Belge de Développement (2016) «**Mobilisation des Ressources Intérieures – Note de Cadrage – Département EST**» *rapport d'étude, 35 pages*.

--Chambas Gérald, Brun Jean-françois et Rota Graziosi Grégoire (2007) «**La mobilisation de ressources propres locales en Afrique**» *27 pages*.

--DARATE Corinne Bangami (2014) «***Effet des recettes fiscales et non fiscales sur la croissance économique au BENIN***» Mémoire de licence professionnelle, FASEG/Université d'Abomey Calavi (UAC), 65 pages.

--DIARRA S. (2013) «**Chocs et Mobilisation des Recettes Publiques dans les Pays en Développement**» *Ecole d'Economie Finance. Université d'Auvergne-Clermont-Ferrand I,* 218 pages.

--FANOU Achille Commande (2016) «***Acteurs Locaux et Dynamique participative dans le développement local de la commune de Grand-Popo***» mémoire de Master Intégration Régional et Développement (MIRD), FASHS- UAC, 98 pages.

--HASSANE I. A. «Note de cours sur les collectivités locales et la planification», Institut Panafricain pour le Développement / Afrique de l'Ouest/Sahel, Ouagadougou, 1999.

--HOUEDEGNON Orphée & DOKOUI Rodrigue (2019) «***Analyse de la capacité d'investissement de la commune de Houéyogbé***» mémoire de licence professionnelle, FASEG/ Université d'Abomey Calavi (UAC), 47 pages.

--HOUNMENOU Bernard G. (2017) "**Gouvernance urbaine et révélation des préférences dans la production locale de biens collectifs : Etude de cas de la ville de**

Cotonou au Bénin", *Revue d'Economie Théorique et Appliquée ISSN :* 1840-727, Volume 7 – Numéro 2 – Décembre 2017 pp 147-166.

--KPOCHEME Amour Abel (2005) «***Incidence de la fiscalité sur la croissance au Bénin***», mémoire de maîtrise, Université d'Abomey Calavi, xx pages.

--Lemieux Vincent (2001), «***Décentralisation, Politique et Relation du Pouvoir***», Université de Laval ;

--La loi n°97-028 du 15 Janvier 1999 portant Organisation de l'Administration Territoriale en République du Bénin ;

--La loi n°97-029 du 15 Janvier 1999 portant Organisation des Communes en République du Bénin ;

--Loudiyi et al. (2004), «***Capital Social et Développement Territorial*** : Quel Impact Spatial des Relations sociales».

--MESSAN Amah (2014) «***Impact de la taxe de développement local sur l'amélioration des Ressources Locales Propres : Cas de la TDL sur les produits maraîchers dans la commune de Grand-Popo***» mémoire de master, Université Africaine de Développement Cooperatif (UADC), 90 pages.

--SOSSOU BIADJA Cassius Jean (2004) «***Décentralisation et coopération décentralisée au Bénin: Vers la légitimation des espaces publics locaux pour le developpement des collectivités locales***». Université de Genève Institut Universitaire d'Etudes en Développement - DEA 2004, mémoire online.

--Sebahara P. (2001) «**Acteurs et enjeux de la décentralisation et du développement local : expérience d'une commune du Burkina Faso**», *document de réflexion* 45 pages.

--Tiebout Cécile (1956), «**A Pure Theory of Local Expenditures**». Journal of Political Economy, 83: 325-345. p.

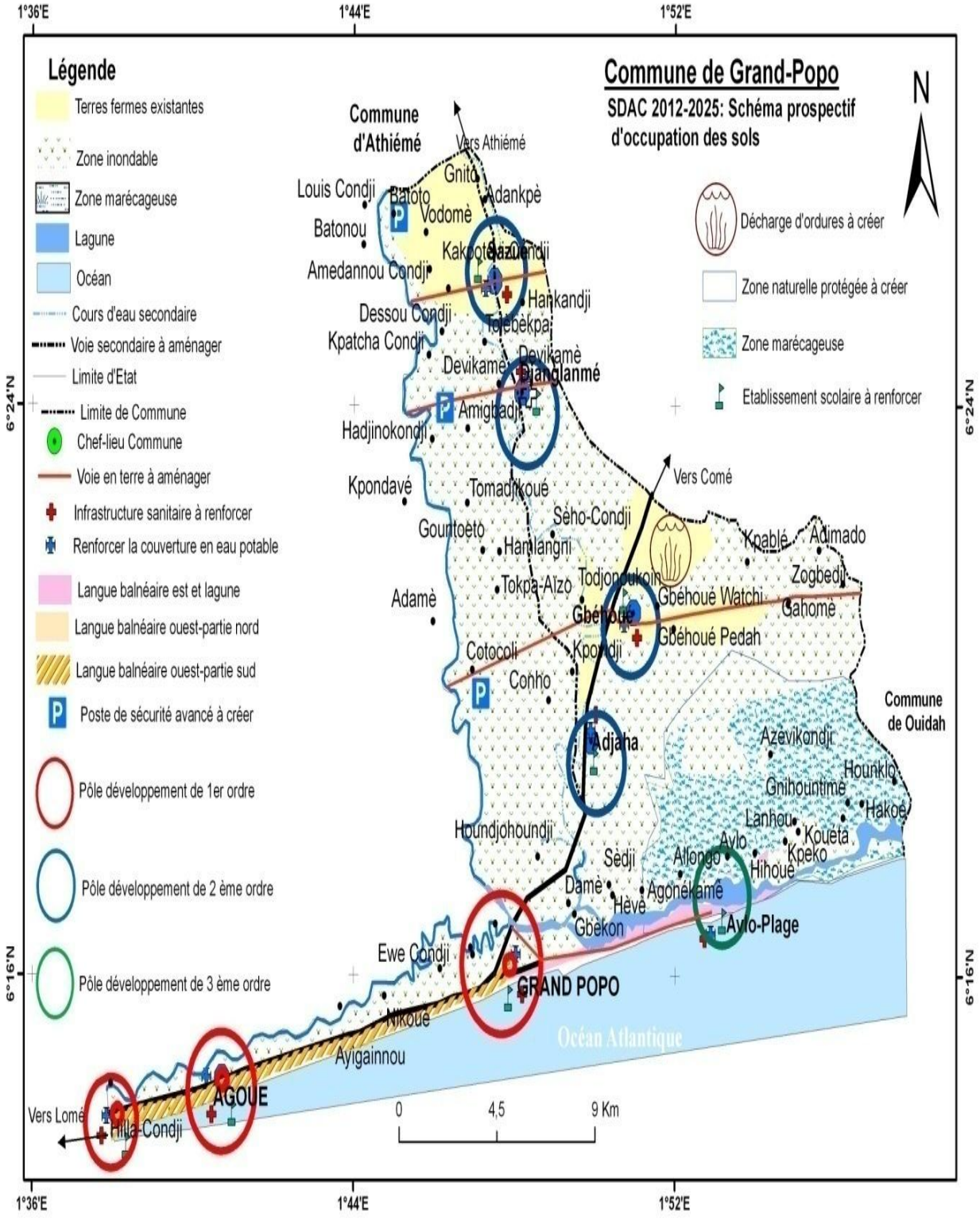
--Tsobzé A. D. et Al (2007), «***entre le Désespoir et espoir : les Défis de la Gouvernance et de la Décentralisation dans la Réalisation des Investissements Publics Locaux au Cameroun***». www.mémoireonligne.com

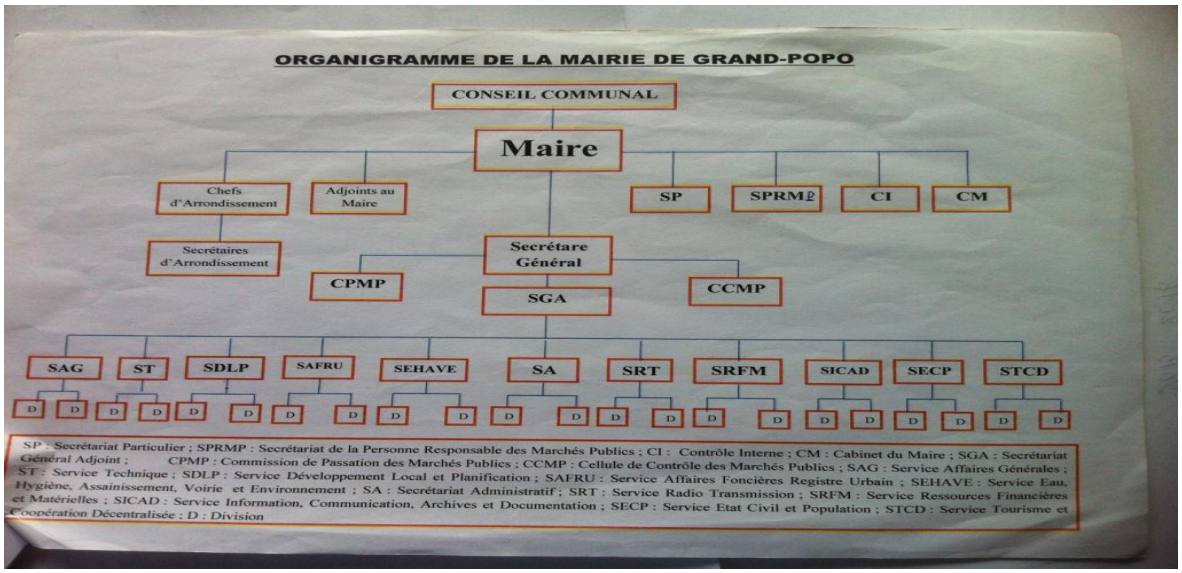
-- Théorie de développement endogène de John FRIEDMAN (1950) et Walter STÖHR (1981) cité par Akode (2012) ; www.memoireonline.com

--Waymel Luc (2017) «**Investissement local, un levier du développement rural**». *Article publié dans Gestion et Finances Publiques 2017*, N°5, Pages 31 à 36.

ANNEXE

N°1 : CARTE ET ORGANIGRAMME DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE DE GRAND-POPO.





ORGANIGRAMME DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE DE GRAND-POPO.

N°2 Base de données et résultats des tests.

Périodes	DI	RNF	RF	TR	PO
2003	5747	37958	12495	4603	41603
2004	21642	56940	24868	19122	44444
2005	21642	56940	24868	19133	45444
2006	21642	56940	24868	19047	46544
2007	45386	52558	49162	26828	47419
2008	124290	51062	65371	88289	49881
2009	172626	90802	48042	202862	53687
2010	172626	90802	48042	202887	53692
2011	172626	90802	48042	202907	53797
2012	172626	90802	48042	202812	54687
2013	272578	88798	61256	302605	57643
2014	184637	125088	61716	317965	59334
2015	447788	97830	61877	541281	61075
2016	389097	161978	84986	299745	62857

2017	427650	153795	96744	576411	63877
2018	372794	126820	78689	361797	64867
2019	415122	103095	77887	419039	64872

Source : Site conafil (2003-2018) et Compte administratif 2019 Mairie Grand-Popo. (DI, RNF, RF, et TR : en milliers de Francs) et (PO en nombre).

Ratios d'équilibre financier: RP = RF +RNF (Site de la CONAFIL)

Ratios d'analyse comparative financière

Ratio 1 (%) = [(RNF) ÷ (RP)]*100

Ratio 2 (%) = [(RF) ÷ (RP)]*100 (Site de la CONAFIL)

Capture du test de corrélation des variables

Covariance Analysis: Ordinary
Date: 12/21/20 Time: 20:36
Sample: 2003 2019
Included observations: 17

Correlation t-Statistic Probability	DI	RNF	RF
DI	1.000000		

RNF	0.823253	1.000000	
	5.616685	-----	
	0.0000	-----	
RF	0.877596	0.834077	1.000000
	7.089921	5.855840	-----
	0.0000	0.0000	-----

Capture du test de stationnarité des variables en niveau L et en différence première D

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LDI

Null Hypothesis: LDI has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-2.820225	0.0775
Test critical values:	1% level	-3.920350	
	5% level	-3.065585	
	10% level	-2.673459	

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on D(LDI)

Null Hypothesis: D(LDI) has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-5.043397	0.0014
Test critical values:	1% level	-3.959148	
	5% level	-3.081002	
	10% level	-2.681330	

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LRNF

Null Hypothesis: LRNF has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-2.076764	0.2551
Test critical values:	1% level	-3.920350	
	5% level	-3.065585	
	10% level	-2.673459	

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on D(LRNF)

Null Hypothesis: D(LRNF) has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-5.007390	0.0015
Test critical values:	1% level	-3.959148	
	5% level	-3.081002	
	10% level	-2.681330	

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LRF

Null Hypothesis: LRF has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-3.015137	0.0548
Test critical values:	1% level	-3.920350	
	5% level	-3.065585	
	10% level	-2.673459	

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on D(LRF)

Null Hypothesis: D(LRF) has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-4.011874	0.0099
Test critical values:	1% level	-4.004425	
	5% level	-3.098896	
	10% level	-2.690439	

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LTR

Null Hypothesis: LTR has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		1.719774	0.9734
Test critical values:	1% level	-2.717511	
	5% level	-1.964418	
	10% level	-1.605603	

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LPO

Null Hypothesis: LPO has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-1.716163	0.4050
Test critical values:	1% level	-3.920350	
	5% level	-3.065585	
	10% level	-2.673459	

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on D(LPO)

Null Hypothesis: D(LPO) has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-3.623027	0.0187
Test critical values:	1% level	-3.959148	
	5% level	-3.081002	
	10% level	-2.681330	

Capture du test de cointégration

Date: 12/21/20 Time: 21:21
Series: LDI LRNF LRF LTR LPO
Sample: 2003 2019
Included observations: 17
Null hypothesis: Series are not cointegrated
Cointegrating equation deterministics: C
Automatic lags specification based on Schwarz criterion (maxlag=3)

Dependent	tau-statistic	Prob.*	z-statistic	Prob.*
LDI	-5.015602	0.0827	-58.24319	0.0000
LRNF	-4.885223	0.1111	12.25660	1.0000
LRF	-4.327632	0.1833	-17.21260	0.2011
LTR	-4.791489	0.1033	-19.32472	0.0900
LPO	-1.948325	0.9502	-7.959705	0.9142

Capture du résultat d'estimation du MCE

Equation: UNTITLED Workfile: BERENICE::BERENICE\

View | Proc | Object | Print | Name | Freeze | Estimate | Forecast | Stats | Resids

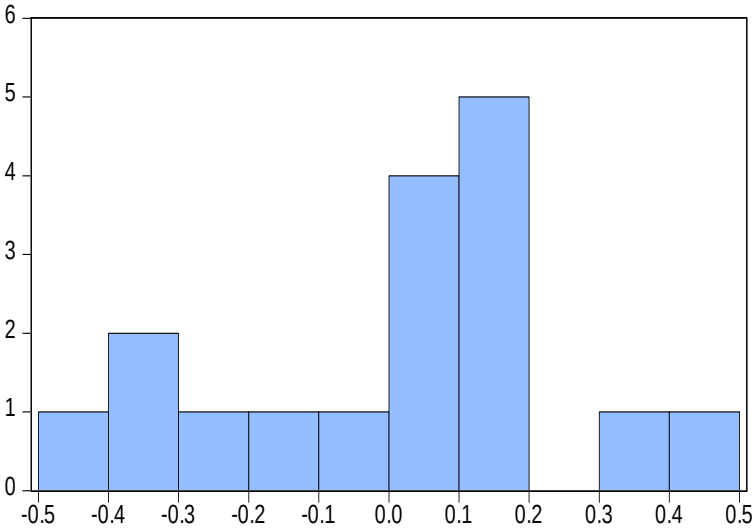
Dependent Variable: D(LDI)
Method: Least Squares
Date: 12/21/20 Time: 21:28
Sample (adjusted): 2004 2019
Included observations: 16 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-9.619567	15.04365	-0.639444	0.5462
D(LRNF)	-0.365244	0.399996	-0.913118	0.3964
D(LRF)	0.778020	0.289980	2.683012	0.0364
D(LTR)	0.598252	0.142499	4.198297	0.0057
D(LPO)	1.253895	3.206395	0.391061	0.7093
LDI(-1)	-1.257014	0.464374	-2.706899	0.0353
LRNF(-1)	-0.595751	0.533251	-1.117206	0.3066
LRF(-1)	0.772664	0.520932	1.483233	0.1885
LTR(-1)	0.916622	0.317882	2.883527	0.0279
LPO(-1)	1.102836	1.974358	0.558580	0.5967

R-squared	0.947829	Mean dependent var	0.267493
Adjusted R-squared	0.869572	S.D. dependent var	0.482280
S.E. of regression	0.174174	Akaike info criterion	-0.388351
Sum squared resid	0.182020	Schwarz criterion	0.094517
Log likelihood	13.10681	Hannan-Quinn criter.	-0.363624
F-statistic	12.11181	Durbin-Watson stat	1.880263
Prob(F-statistic)	0.003313		

Capture des tests résiduels

Test de normalité des résidus de J-Bera



Series: Residuals
Sample 2003 2019
Observations 17

Mean	-1.07e-15
Median	0.036377
Maximum	0.455152
Minimum	-0.480208
Std. Dev.	0.248639
Skewness	-0.209686
Kurtosis	2.602496
Jarque-Bera	0.236500
Probability	0.888474

Test d'autocorrélation de Breusch-Gogfrey

Equation: UNTITLED Workfile: BERENICE::BERENICE\

View | Proc | Object | Print | Name | Freeze | Estimate | Forecast | Stats | Resids

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.099957	Prob. F(1,5)	0.7647
Obs*R-squared	0.313593	Prob. Chi-Square(1)	0.5755

Test d'hétéroscédasticité d'ARCH

Equation: UNTITLED Workfile: BERENICE::BERENICE\

View | Proc | Object | Print | Name | Freeze | Estimate | Forecast | Stats | Resids

Heteroskedasticity Test: ARCH

F-statistic	0.142703	Prob. F(1,13)	0.7117
Obs*R-squared	0.162869	Prob. Chi-Square(1)	0.6865

Capture du test de stabilité

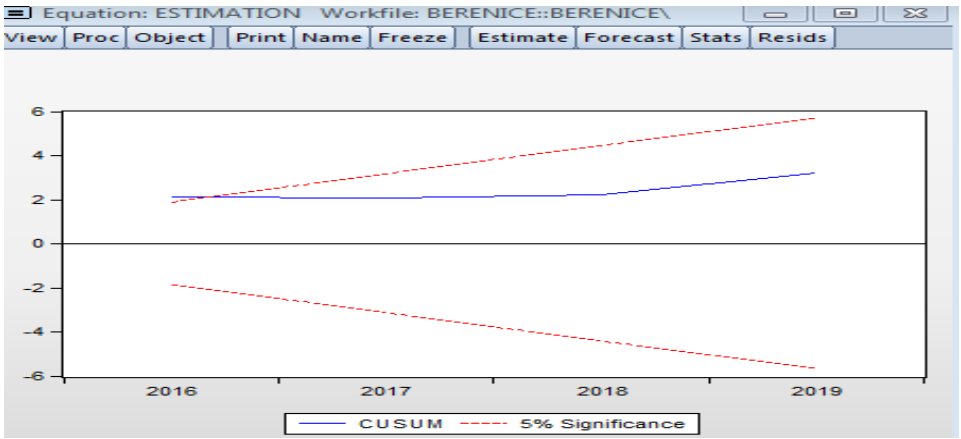


TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT i
DEDICACES I ii
DEDICACES II iii
REMERCIEMENTS iv
SIGLES ET ABREVIATIONS v
LISTES DES TABLEUAX ET GRAPHES vi
RESUME vii
SOMMAIRE viii
INTRODUCTION GENERALE 1
CHAPITRE 1 : Présentation du cadre institutionnel de l'étude 3
SECTION 1 : Présentation générale de la Mairie de Grand-Popo. 3
Paragraphe 1 : Situation, historique et mission de la mairie de Grand-Popo. 3
Paragraphe 2 : Organisation et fonctionnement de la mairie de Grand- Popo. 7
SECTION 2 : Expérience de stage. 10
Paragraphe 1 : Activités menées et difficultés rencontrées à la mairie de Grand-Popo. 10
Paragraphe 2 : Constat à la mairie de Grand-Popo. 12
CHAPITRE 2 : Cadre théorique et méthodologique de l'étude. 14
SECTION 1 : Cadre théorique de l'étude. 14
Paragraphe 1 : Problématique, objectifs et les hypothèses de l'étude. 14
Paragraphe 2 : Revue de la littérature. 17
2.1.1. Décentralisation au Bénin. 17
2.1.2. Commune 17
2.1.3. Recettes non fiscales 18
2.1.4. Recettes fiscales 18
2.1.5 Développement communal 18
2.2.1. Théorie du développement local 19
2.2.2. Notion de la fiscalité locale 21
SECTION 2 : Cadre méthodologique de l'étude. 24
Paragraphe 1 : Stratégie empirique d'étude de la relation entre les recettes fiscales et non fiscales et le développement Communal de Grand-Popo. 24

Paragraphe 2 : Stratégie empirique d'estimation de l'effet des recettes fiscales et non fiscales sur le développement Communal de Grand-Popo. 26
2.3.1. Résultats attendus. 28
Tableau 1 : Récapitulatif des effets attendus des variables explicatives 28
2.3.2. Technique d'analyse des données 28
2.3.3. Les limites. 31
CHAPITRE 3 : Présentation et analyse des résultats ; validation des hypothèses et suggestions. 33
SECTION 1 : Présentation et analyse des résultats de l'étude. 33
Paragraphe 1 : Présentation et analyse des résultats de l'étude de la relation entre les recettes fiscales et non fiscales et le développement communal de Grand-Popo. 33
Graphe 1 : Evolution croisée des RNF, RF, DI de 2003 à 2019. 33
Graphe 2: Nuage des points des pentes des DI, RNF et RF 34
Tableau 2: Résultat du test de corrélation de Bravais-Pearson. 34
Paragraphe 2 : Présentation et analyse des résultats d'estimation de l'effet des recettes fiscales et non fiscales sur le développement communal de Grand-Popo. 35
2.2.1. Etude de stationnarité et de cointegration 35
Tableau 3 : Résultats du test de stationnarité des variables. 36
Tableau 4 : Résultats du test de cointégration des variables. 36
2.2.3. Résultats de l'estimation du modèle à correction d'erreurs MCE. 37
Tableau 5 : Résultats des tests résiduels. 37
Tableau 6 : Résultat de l'estimation du MCE 37
SECTION 2 : Validation des Hypothèses et suggestions. 40
Paragraphe 1 : Validation des hypothèses de l'étude. 40
Paragraphe 2 : Suggestions. 40
CONCLUSION GENERALE 42
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 43
ANNEXE ..... a
TABLE DES MATIERES ..... g